

REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Septembre 2015

lamentato

Parlament

Rétrospective sur la politique
de ces quatre dernières années

Qui vote au parlement en faveur
des requêtes des Suisses de l'étranger?

Apprentis sorciers et formule magique

Le combat de Timea Bacsinszky
sur le court de tennis et dans la vie



Conserver les valeurs et les traditions de la Suisse? Voter UDC le 18 octobre 2015!

Vous pouvez élire des candidats UDC International dans les cantons suivants:



Bâle-Campagne



Bâle-Ville



Genève



Grison



Lucerne



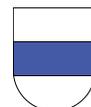
Saint-Gall



Schaffhouse



Soleure



Zoug



Zurich

Dans tous les autres cantons, vous pouvez, en choisissant une liste UDC, nous aider à poursuivre notre combat pour la Suisse et pour les Suisses de l'étranger:

- à chaque Suisse son compte en banque en Suisse!
- halte à la fermeture irréfléchie de consulats!
- sauvegarder l'indépendance et la neutralité de la Suisse!
- politique claire à l'égard des étrangers et dans l'asile



www.udc-international.ch

Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

En plus:

- Assurance perte de gain internationale
- Caisse de pension internationale

Solutions individuelles pour:

- Suisses de l'étranger
- Expatriés de toute nationalité
- Délégués / Local hire



Contactez nous!

Tel: +41 (0)43 399 89 89

www.asn.ch

ASN, Advisory Services Network AG
Bederstrasse 51
CH-8027 Zürich
info@asn.ch



Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

SIP SWISS INSURANCE PARTNERS®

Tel +41 44 266 61 11
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

**ÉCOLOGIQUES,
SOCIAUX, OUVERTS
SUR LE MONDE
VOTEZ VERT!**

Les Verts s'engagent dans plus de 100 pays pour la préservation du climat, des échanges commerciaux équitables, les droits humains et la démocratie. Ils le font aussi en Suisse.



Discours de campagne électorale

- 5 **Courrier des lecteurs**
- 5 **Lu pour vous**
Un Suisse en Islande
- 8 **En profondeur**
Rétrospective de quatre années de politique
- 13 **Tribune**
Georg Kohler à propos de la formule magique
- 14 **Politique**
Sondage auprès des partis politiques
- Pages régionales**
- 17 **Série littéraire**
Silvio Huonder: un Grison à Berlin
- 18 **Politique**
Qui a voté pour, et qui contre les requêtes des Suisses de l'étranger?
- 22 **Instructions de vote**
- 24 **Sport**
Victoire surprise de Timea Bacsinszky
- 26 **Informations de l'OSE**
- 28 **Nouvelles du Palais fédéral**
- 30 **Trouvailles et échos**



Aujourd'hui, c'est le 1^{er} Août. C'est le jour de la Fête nationale. Il pleut. Il m'est ainsi plus facile d'être assise à travailler au bureau. Dehors, pas de tempête ni d'orage d'été. Seule une douce pluie tombe d'une couche nuageuse uniformément grise. Comme si le ciel pleurait.

Aujourd'hui de nombreux discours – brillants, patriotiques et intelligents – seront certainement prononcés en Suisse. Nombre d'entre eux seront déjà ou-

bliés lorsque vous aurez cette revue sous les yeux dans quelques semaines. Il est même possible que, cette année, on tienne plus de discours que jamais dans ce pays. De fait, on est en campagne électorale – et la Suisse se trouve dans une profonde insécurité.

Il y a quelques jours, la une des journaux titrait: «L'OCDE prévoit un taux de croissance misérable pour la Suisse». Et encore: «Le SECO revoit ses prévisions à la baisse pour l'économie suisse». Hier, on pouvait lire dans «20 minutes»: «Un étranger entre en Suisse toutes les 3,6 secondes.» Soit 24 000 par jour. Le «20 minutes» est lu quotidiennement par 535 000 lectrices et lecteurs, principalement des pendulaires. Le mois dernier, les journaux suisses ont traité «du chaos dans le domaine de l'asile» et «de l'afflux des réfugiés» à 210 reprises. La migration est l'un des principaux thèmes de la campagne électorale. Les uns prônent l'isolationnisme, alors que les autres en appellent désespérément à nos traditions humanitaires. Tous savent qu'à l'avenir, le problème ne fera que s'accroître. À ce stade, ni les frontières ni la philanthropie ne sont de quelque utilité.

Nous ne traitons pas de la migration dans ce numéro, mais c'est un sujet qui nous occupera certainement à l'avenir. Pour cette édition, nous avons cependant demandé à deux journalistes étrangères vivant en Suisse de se prononcer sur la politique de notre pays et sur la campagne électorale. Vous trouverez leurs contributions, ainsi qu'une analyse d'un politologue suisse, aux pages 8 et 9.

À l'approche des élections, la question qui préoccupe certainement les Suissesses et les Suisses de l'étranger est la suivante: quel est le parti et quels sont les candidats dont je peux admettre qu'ils défendront également mes intérêts en tant que citoyen de l'étranger? Nous avons pensé qu'une rétrospective des quatre dernières années pourrait être instructive à cet égard; et avons ainsi examiné le comportement des fractions lors de tous les votes portant sur des questions relatives aux Suisses de l'étranger. Vous trouverez cette analyse à la page 18. Nous espérons que cela vous incitera à voter et facilitera votre choix.

BARBARA ENGEL, RÉDACTRICE EN CHEF



Couverture:
Un accès parfaitement sécurisé au Palais du parlement à Berne
Photo: Alessandro Della Valle

PLR

Les Libéraux-Radicaux
International

La voix libérale de la Cinquième Suisse

Découvrez vos porte-paroles à Berne :



Helen Freiermuth
Membre du comité
PLR International, ZH

Raphaël Comte
Conseiller aux Etats, NE

Doris Fiala
Conseillère nationale, ZH

Christa Markwalder
Conseillère nationale, BE

Christian Wasserfallen
Conseiller national, BE

Raphaël Corbaz, VD

Marcel Dobler, SG



Nicolas Leuba, VD

Walter Locher, SG

Stephan Mumenthaler, BS

Isabel Schorer, SG

Rolin Wavre, GE

Laurent Wehrli, VD

Silvia Zeder, GE

Par amour de la Suisse. Suivez-nous également sur : www.fdp-international.ch [f/FDP.The Liberals International](https://www.facebook.com/FDP.TheLiberalsInternational) [@FdpInterna](https://twitter.com/FdpInterna)

Un 27^e canton pour les Suisses de l'étranger

746 000 Suisses vivent à l'étranger, s'ils formaient un canton, ce serait le quatrième le plus peuplé. La Cinquième Suisse est-elle le 27^e canton de la Confédération? Faut-il des Suisses de l'étranger au Parlement?

> *Qu'en pensez-vous ?*

> *Exprimez votre opinion sur :*



Participez aux discussions de Swiss-Community.org. Inscrivez-vous gratuitement et connectez-vous avec le monde entier sur : www.swisscommunity.org

SwissCommunity.org est un réseau de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

SwissCommunity-Partner

SWI swissinfo.ch

SWISScare
Expat Health Insurance

Schweiz Tourismus.

Une discussion s'impose

En substance, Georg Kohler déclare dans son article d'août qu'une nation démocratique n'est plus en mesure de garantir, seule et sans tenir compte des intérêts transnationaux, les bases solides d'un système et d'un développement acceptables à l'échelle internationale. Mais comment obtient-on un tel système et un tel développement? En Europe, c'est l'UE qui est chargée de cette mission et qui nous montre comment les décisions sont prises par de petits groupes de personnes. Il suffit d'évoquer le dossier de la Grèce, celui du TTIP ou de l'AECG. Concernant la Grèce, les mesures sont décidées par le leader économique européen, autrement dit l'Allemagne et sa chancelière. Pour le TTIP et l'AECG, les transactions se déroulent dans le plus grand secret et empêchent un vote au niveau européen, en principe possible. Je ne suis pas en mesure de proposer la meilleure solution, mais la méthode suisse consistant à trouver une solution sur la base d'une votation populaire a l'avantage de servir des intérêts plus divers et d'être également transposable sur le plan international.

GÜNTER BERGERHOFF, BONN

Une lenteur exaspérante

Je trouve la lenteur de l'évolution du vote électronique exaspérante. Pour moi, depuis que je réside dans une région centrale du Brésil, je ne peux plus voter. Je reçois le matériel seulement quelques jours avant la votation, voire après. Inutile donc de seulement penser à renvoyer. Je ne comprends pas ce que les personnes responsables «pinaillent» depuis tellement longtemps sans arriver à un système fonctionnel. Et encore une fois, chaque canton travaille séparément au lieu d'avoir un projet national. Les seuls préterités sont les Suisses de l'étranger qui ne peuvent pas exercer un de leurs droits constitutionnels.

ALAIN LEUBA, BRÉSIL

Seulement quelques joueurs de pipeau

Pas un seul site web des grands partis politiques en Suisse ne possède de rubriques où l'on prenne au sérieux les Suisses de l'étranger ou susceptibles de les intéresser. Nous n'existons tout simplement pas! Si, j'oubliais: quelques rares joueurs de pipeau (politiciens) font leur publicité en vue des élections d'octobre 2015 sans apporter la preuve de ce qu'ils comptent vraiment faire pour les Suisses de l'étranger. Voilà notre réalité!

DAVE DANCER, PAR E-MAIL

Zimmerwald et la Suisse

J'avais déjà découvert «l'anecdote de Zimmerwald» dans un ouvrage de Jean Ziegler intitulé en français «Le bonheur d'être Suisse». Je recommande la lecture de ce livre qui peut alimenter le débat sur l'Histoire de la Suisse. Il serait à mon sens intéressant que la «Revue» fasse une interview avec l'auteur.

ROBERT GALL, FRANCE

Retour sur un drame familial



JOACHIM B. SCHMIDT:
«Am Tisch sitzt ein Soldat»;
Landverlag Langnau 2014;
360 pages; CHF 33.90;
env. EUR 26.-
www.joachimschmidt.ch

Installé à Hambourg, le jeune protagoniste décide au printemps 1967 d'oublier son pays d'origine. Mais il reçoit peu après un téléx de sa tante Rósa qui l'extirpe subitement de son quotidien d'étudiant. Jón regagne en cargo son pays, l'île d'Islande. Sa mère est aux abords de la mort et veut lui confier un secret de famille caché depuis longtemps. Mais après la nuit du décès, Jón ne se souvient plus que d'une seule chose: le mot arbre. Lorsqu'il comprend qu'il s'agit de l'aïlante, un arbre exotique planté par son grand-père, les choses s'accélèrent. Jón commence à creuser au pied de cet arbre et trouve un crâne, puis tout un squelette.

Est-ce celui de son père qui est censé s'être noyé dans la rivière glaciaire avec le président du secteur en 1942 et dont les cadavres n'ont jamais été retrouvés?

Dans son roman, Joachim B. Schmidt esquisse et dépeint les personnages avec habileté: tante Rósa, qui s'occupe avec détermination du frère de Jón handicapé mental ou les bergers qui survivent sur cette terre froide et austère et qui noient l'hiver sombre et interminable dans de l'eau-de-vie qu'ils ont eux-mêmes distillée. Le personnage du père est dépeint avec une affection rappelant celle qu'éprouverait un enfant de deux ans. Le protagoniste se débat non seulement avec les obscurs secrets de sa famille, mais aussi avec les difficultés de ces personnages vivant loin de tout au milieu de l'Atlantique Nord. L'auteur navigue ingénieusement entre le passé et le drame familial survenu en 1942 et les années 60. L'issue de l'histoire pourra sembler exagérée mais reflète la soif d'imagination de l'auteur. C'est un vrai roman d'initiation, dans lequel le héros finit par rentrer à Hambourg après avoir fait la paix avec ses ancêtres.

Né en 1981 dans les Grisons où il a grandi, Joachim B. Schmidt vit à présent depuis huit ans en Islande. Après avoir suivi un apprentissage de dessinateur dans le bâtiment, il travaille aujourd'hui comme journaliste et écrivain. Il a aussi gagné sa vie comme jardinier ou employé dans une ferme. Le pays où ce Suisse de l'étranger a choisi de vivre joue un rôle central dans ses histoires. Il a publié son premier récit en 2010, avant la parution de son premier roman «In Küstennähe» en 2013. Espérons qu'il nous offre encore d'autres histoires islandaises aux intrigues entremêlées.

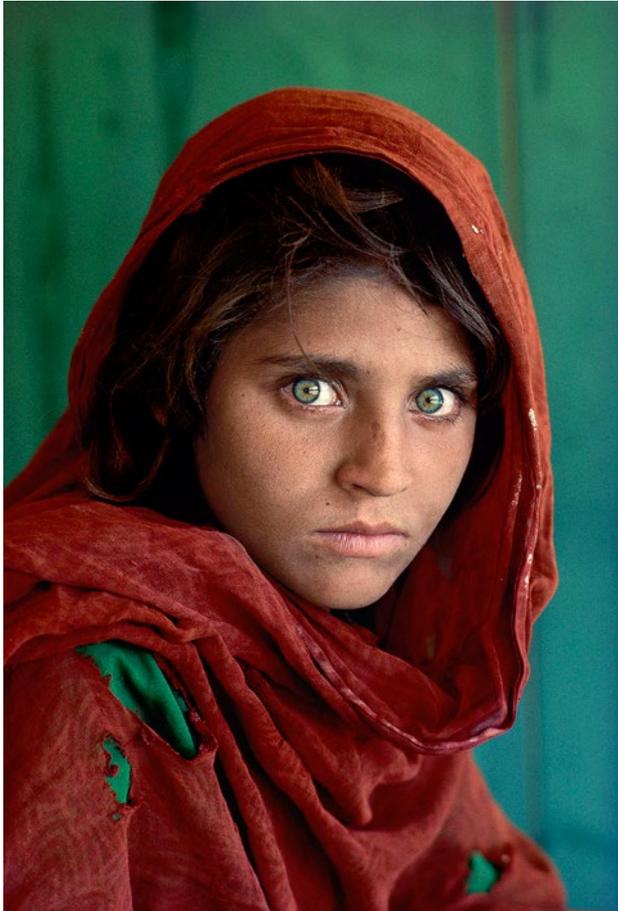
RUTH VON GUNTEN

Mettre de la beauté dans l'horreur

En 1979, Steve McCurry se rend en Afghanistan, alors sous le contrôle des Talibans, où il vit aux côtés des moudjahiddines. Les photos qu'il y a prises et emportées clandestinement ont suscité un choc dans le monde. La photo qu'il a réalisée quelques années plus tard d'une jeune émigrée afghane dans un camp de réfugiés au Pakistan est devenue une icône. À 65 ans, ce photographe américain, membre de la célèbre agence Magnum, travaille surtout en Asie et se considère comme un chroniqueur des histoires et des cultures en voie de disparition. Le «Museum für Gestaltung» à Zurich expose actuellement 130 de ses œuvres..

www.museum-gestaltung.ch

L'exposition dure jusqu'au 18 octobre 2015 et propose un programme varié.



Sharbat Gula; la photo de la jeune fille afghane prise au camp de réfugiés Nasir Bagh près de Peshawar en 1984 a fait le tour du monde



Afghanistan 1992, femmes chez un vendeur de chaussures à Kaboul



Afghanistan 1991, la mosquée bleue de Mazar-e Sharif



Inde 1983, un train devant le Taj Mahal à Agra, ville



de l'Uttar Pradesh

Pakistan 1985, un père et son fils dans un camp de réfugiés dans la vallée de Chitral

La Suisse vue de l'extérieur

Alors que la campagne électorale en Suisse bat son plein, les candidats et les partis multiplient les promesses pour l'avenir. Cette période devrait toutefois être l'occasion de tirer un bilan des années passées. C'est pourquoi nous avons demandé à deux observatrices, correspondantes pour les grands journaux étrangers «Le Monde» et la «Süddeutsche Zeitung», de présenter la politique suisse et la campagne électorale aux Suisses de l'étranger.

Une Suisse tiraillée entre ouverture et protectionnisme

La dernière législature est marquée par la volonté du pays de s'affranchir de la crise européenne... sans y parvenir. Le même enjeu guidera les prochaines élections fédérales.



MARIE MAURISSE, CORRESPONDANTE EN SUISSE
DU JOURNAL «LE MONDE»

Ces quatre dernières années, la Suisse les a passées en équilibre sur un fil. D'un côté, il s'agissait de ne pas se laisser contaminer par la crise qui secoue l'Union européenne à tous les niveaux – économique et politique. De l'autre, il fallait continuer à soutenir la croissance helvétique, qui dépend fortement des échanges commerciaux et de main-d'œuvre avec les États voisins. Trois événements majeurs ont démontré la difficulté du pays à maintenir ce délicat équilibre.

Le 9 février 2014, les électeurs plébiscitaient le retour des quotas à l'immigration en disant «oui» à l'initiative populaire portée par l'Union démocratique du centre (UDC), premier parti du pays. Le résultat est un coup de tonnerre politique et surtout un casse-tête pour le Conseil fédéral. Les velléités autarciques du peuple helvétique se heurtent de plein fouet à la réalité de la Suisse dont les entreprises ont cruellement besoin des travailleurs étrangers pour fonctionner. Est-ce la politique qui dicte la marche de l'économie, ou bien l'inverse? Le Conseil fédéral doit trouver sa voie, mais le comité Rasa voudrait que le peuple revote. Les prochains mois seront décisifs.

Fin du taux plancher et du secret bancaire

L'autre marqueur du basculement de la Suisse entre autonomie et dépendance est la décision de la Banque nationale suisse (BNS), le 15 janvier dernier, d'abandonner le taux plancher mis en place en 2011 afin d'enrayer l'appréciation du franc suisse. Pour le président de la BNS Thomas Jordan, il est désormais trop coûteux de maintenir artificiellement la devise à des niveaux raisonnables. Les entreprises doivent se débrouiller toutes seules pour continuer à être compétitives malgré le franc fort. Les PME suisses et l'industrie du tourisme tirent la langue et la banque centrale est mise sous pression. Mais qu'elle le veuille ou non, la Suisse n'est pas un îlot au cœur de l'Europe et son PIB est fortement influencé par la crise de l'euro.

D'ailleurs, le pays ne veut plus faire cavalier seul. C'est le dernier point de cette démonstration: le 27 avril dernier, Berne signait un accord sur l'échange automatique d'informations avec l'Union européenne qui mettra fin de facto, dès 2017, au secret bancaire. Là encore, c'est une spécialité helvétique qui disparaît au profit d'un système globalisé de transparence des flux bancaires.

Cette évolution ne se limitera pas aux clients étrangers qui ont des comptes en Suisse: pour les experts, nul doute que les Suisses eux-mêmes renonceraient bientôt au secret bancaire. A moins que l'initiative populaire intitulée «Oui à la protection de la sphère privée», qui devrait passer dans les urnes d'ici quelques mois, ne soit acceptée par le peuple.

Politique suisse sous influence européenne

Entre ouverture et protectionnisme, le cœur de la Suisse balance. Pour Antoine Chollet, politologue à l'Université de Lausanne, l'UDC a gagné une bataille symbolique: l'Union européenne a de moins en moins de crédit aux yeux des Suisses et l'idée d'adhésion a complètement disparu des programmes des partis helvétiques. «Pour autant, la politique suisse reste hautement influencée par l'Europe, pense cet expert, auteur de l'ouvrage «Défendre la démocratie directe»: selon lui, «la fin du taux plancher et la votation du 9 février sont deux décisions souveraines, dont les conséquences montrent à quel point nous sommes dépendants des pays qui nous entourent». Le score de l'UDC aux prochaines élections donnera le ton.



Plus de courage et moins d'apéritifs

Le Conseil fédéral a imposé un thème qui pourrait donner une orientation à la campagne électorale.



CHARLOTTE THEILE, CORRESPONDANTE
À LA «SÜDDEUTSCHE ZEITUNG» EN SUISSE

Dès février, elle était lancée, la course pour les élections au Conseil national. Roger Köppel, rédacteur en chef et éditeur de la «Weltwoche» et habitué des plateaux de télévision en Allemagne, a expliqué qu'il voulait siéger au parlement sous les couleurs de l'UDC zurichoise. Pas tant parce qu'il le voulait que parce qu'il le devait. La «politique dévastatrice de la majorité de gauche à Berne» l'y contraignait, selon lui. Durant près de deux mois, sa candidature et la peur des hauts responsables politiques de l'UDC de reculer sur la liste ont été le thème principal de la campagne électorale. En avril, l'UDC a créé la surprise: Magdalena Martullo-Blocher, patronne du groupe Ems-Chemie et fille de Christoph Blocher, se présente également – non pas à Zurich, mais dans les Grisons. «Hurra, hurra, alle nach Chur!» (Super, super, tous à Coire) pouvait-on lire dans l'hebdomadaire allemand «Die Zeit».

La lutte pour l'héritage politique de Blocher

Qu'apporteront ces prestigieux candidats sans formation politique? La ré-

ponse est floue. L'UDC parviendra-t-elle à utiliser à des fins politiques le drame des réfugiés en Méditerranée? Idem. Les politologues y voient certes une légère «droitisation» – qui profite avant tout au PLR. Sans surprise: les thèmes des derniers mois concernent l'économie. En effet, depuis janvier, les Suisses découvrent de manière très concrète la signification de l'expression «monnaie refuge»: des kilomètres de bouchons en direction de l'Allemagne pour faire ses courses, des horaires de travail plus longs pour un salaire équivalent, la délocalisation des emplois industriels – les conséquences de la vigueur du franc sont réelles et palpables. On ne voit pas clairement les réponses que la Suisse peut apporter à cette crise monétaire; en effet, ce sont la Grèce et l'UE qui en sont responsables. Cependant, dans la campagne électorale, la compétence économique semble plus importante que par le passé. Mais, à ce jour, la campagne n'est pas encore véritablement lancée. Les grands partis tablent avant tout sur la mobilisation de leur électorat traditionnel: apéritifs gratuits plutôt que débats d'idées. Et les «choix d'orientation» annoncés par le président du PS, Christian Levrat – droite ou gauche,

ouverture au monde ou isolement, social-démocratie ou libéralisme économique – pourraient se décréter tous les quatre ans.

Le Conseil fédéral est tout de même parvenu à imposer un thème qui pourrait donner une orientation durant l'été: les négociations avec l'UE devraient reprendre dans les semaines à venir. Un médiateur en chef qui doit négocier non seulement la nouvelle réglementation sur l'immigration mais également les questions relatives à la recherche, à la collaboration institutionnelle et au marché de l'électricité en Europe. Le Conseil fédéral attend les premières propositions d'ici à l'automne. Si une solution globale était trouvée, elle serait providentielle pour la diplomatie suisse. La «quadrature du cercle», comme beaucoup appellent la mise en œuvre des contingents d'immigration décidés en 2014 pour avancer d'un pas, serait, pour le Conseil fédéral, la meilleure nouvelle qui soit peu avant les élections. Avec cette stratégie, pourtant, Berne joue un sacré coup de poker: en dépit du refus de l'UE de négocier, la Suisse est néanmoins dans l'attente d'un prochain résultat.

Attention aux outsiders

Quelques candidatures qui font les gros titres, des thèmes économiques, peut-être un succès d'estime d'une stratégie de négociations mûrement réfléchie



mais, malgré cela, de grandes surprises lors des élections semblent peu probables. Ainsi, même les plus petits partis, comme la liste Art & Politique, bénéficieront, avec un électorat potentiel inférieur à un pour cent selon leurs propres estimations, d'une grande at-

tention. Leurs idées se rapprochent certes de celles des Verts ou du PS: environnement, réfugiés, formation, relation avec l'UE. Un nouveau parti est cependant nécessaire, selon les dires du célèbre écrivain Ruth Schweikert. De quoi laisser de la place à l'utopie et aux

esprits libres. Les artistes ont soulevé ici un point important: des idées courageuses, novatrices voire peut-être des politiciens qui dérangent; voilà probablement ce qui pourrait arriver de mieux lors de la campagne des prochaines semaines.

Travail parlementaire et préoccupations des citoyens

La 49^e législature de la Confédération prendra fin avec les votations du 18 octobre. Quel est le secteur qui a le plus changé sous l'impact de la politique suisse entre 2011 et 2015 et quel a été le fonctionnement politique? Une analyse de Thomas Milic.

Politique étrangère

S'il y a bien un événement au cours des quatre dernières années, qui a bouleversé de la même manière les votants, le parlement, le gouvernement et les médias, il s'agit bien de l'adoption à une très courte majorité de l'initiative contre l'immigration de masse, le 9 février 2014. Elle représente une cassure dans les relations avec l'UE, en ce qu'elle remet fondamentalement en question la voie bilatérale, préalablement confirmée par toutes les votations. Mais ce n'est pas tout: la décision populaire met également un frein aux négociations avec l'UE sur un accord-cadre institutionnel, dont la ratification n'est désormais envisageable que si une solution concernant le point litigieux, à savoir la libre circulation des personnes, est trouvée. L'initiative Ecopop, sur laquelle le peuple suisse s'est prononcé seule-

ment quelques mois plus tard, le 30 novembre 2014, aurait bien pu sonner le glas définitif des bilatérales. Toutefois, l'initiative a été rejetée sans équivoque.

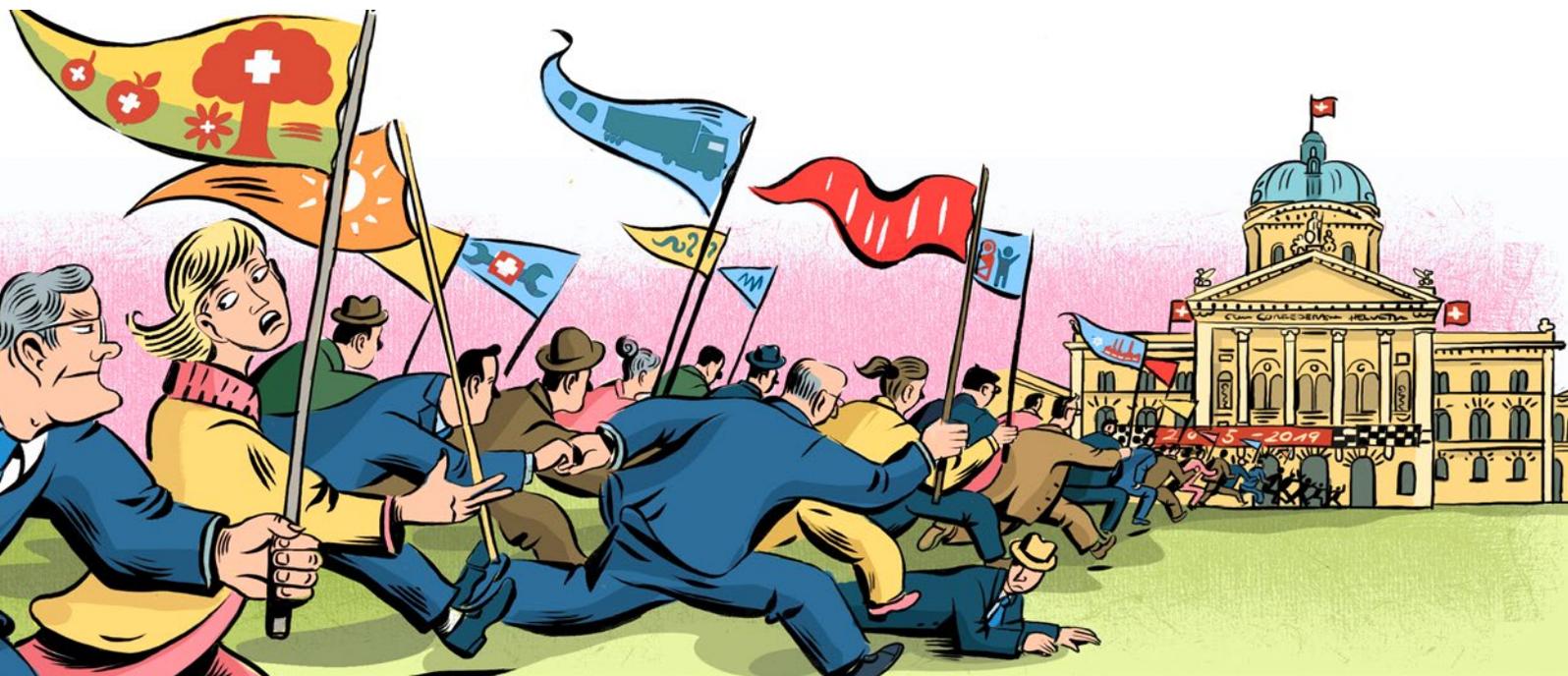
Pour les partisans de la voie bilatérale, il ne s'agit là toutefois que d'un bref répit, l'issue des négociations avec l'UE n'étant toujours pas prévisible. On cherche pour le moment en vain une solution de transition reposant sur un large consensus. Le parlement profondément divisé sur les questions de politique étrangère étant à peine en mesure de s'entendre sur une telle solution, la mission de trancher ce «nœud gordien» reviendra probablement au peuple, lors d'une nouvelle votation.

La politique étrangère vit tellement au rythme de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, que les autres affrontements dans ce secteur en sont presque tombés dans l'oubli. Cependant, ils ne sont pas

pour autant dénués d'intérêt. L'accord FACTA conclu avec les États-Unis concerne ni plus ni moins que la levée de facto du secret bancaire pour les clients américains. Cette «couleuvre», selon l'expression de la ministre des Finances, Eveline Widmer-Schlumpf, a au final été largement avalée par le parlement, mais à contre-cœur. Trois autres différends fiscaux ont également trouvé un règlement: en 2012, les accords d'imposition avec la Grande-Bretagne et l'Autriche et en 2015, avec l'Italie ont pu être signés. Une solution identique avec l'Allemagne s'est heurtée à la résistance du Parlement allemand.

Politique en matière d'asile et de migration

C'est précisément parce que l'initiative UDC contre l'immigration de masse comporte



aussi bien une dimension de politique étrangère que de politique migratoire qu'il est compliqué d'interpréter la décision populaire. Pourtant, la limitation de l'immigration n'est pas le seul thème dont se saisit l'UDC. En 2010, une initiative relative à la politique étrangère est pour la toute première fois adoptée: il s'agit de l'initiative UDC pour le renvoi des étrangers criminels. Elle n'a pas pour objectif de limiter l'immigration, mais de renvoyer systématiquement les étrangers coupables d'un délit. Mécontente de la transposition de l'initiative telle qu'envisagée, l'UDC a déposé, en 2012, une initiative de mise en œuvre: une première en politique suisse. C'est la première fois qu'un parti tente d'imposer, par une autre initiative, son interprétation d'une disposition constitutionnelle adoptée. Eu égard au taux de réussite croissant des initiatives et à l'entrelacement international d'une Suisse également en pleine expansion, il faudra à l'avenir compter sur d'autres initiatives de ce type.

Concernant la politique en matière d'asile, c'est bien le calme avant la tempête qui règne actuellement. Les guerres sans fin et les révolutions dans les pays voisins de l'Europe s'accompagnent d'un nombre de réfugiés qui croît très rapidement, et requiert une coordination paneuropéenne de la réglementation de l'asile; or, selon la volonté des Européens, il convient que la Suisse ne reste pas en marge. Par conséquent, de violentes controverses sont prévisibles, la gauche et la droite n'étant jamais aussi diamétralement opposées que

lorsqu'il s'agit de la politique d'asile. Un pronostic est donc risqué: la politique d'asile devrait être l'un des thèmes majeurs de la prochaine législature, peut-être même de la campagne électorale à venir.

Politique énergétique

En réalité, l'événement clé qui a le plus influencé le débat sur l'énergie de la dernière législature concerne encore la législature actuelle: peu après la catastrophe de Fukushima (et peu avant les élections de 2011), le Conseil fédéral décida en effet de sortir progressivement du nucléaire. Les quatre conseillères fédérales de l'époque ont donc fait pencher la balance. Le gouvernement n'a toutefois toujours pas défini une date de sortie effective. Un tel délai dépendra de la sécurité des centrales nucléaires, avançait-t-on à l'époque. Quant au fait qu'une date de sortie soit fixée un jour, rien n'est moins sûr, la stratégie énergétique de 2050 essuyant des critiques principalement à droite, mais aussi en partie à gauche (se reporter également au sondage des partis à partir de la page 14).

Politique sociale

Il est très largement acquis que les mutations démographiques requièrent des adaptations tant du système social que de la santé. On ne conteste pas non plus que le temps presse dans ces deux domaines: l'AVS menace d'atteindre d'ici quelques années un déficit à neuf

chiffres et les frais de santé augmentent sans arrêt. Le Conseil fédéral a fondé sa réponse face à ces enjeux sur la Prévoyance vieillesse 2020 et Santé 2020. Le premier est le projet de prestige du conseiller fédéral Alain Berset, pourtant sujet à la critique de toutes parts. Le propre parti d'A. Berset, le PS, a catégoriquement refusé de relever l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes. Au contraire, les partis bourgeois et les milieux économiques pensent que le financement est orienté trop exclusivement sur un accroissement des recettes (notamment la hausse de la TVA). Il reste donc encore un peu de travail à faire avant qu'une réforme des rentes ne recueille la majorité. Les projets de réforme du Conseil fédéral pour le système de santé sont moins soumis à pression que la réforme des rentes.

Défense et sécurité

Le renouvellement programmé de l'armée de l'air se trouve au cœur de la politique de défense de la législature qui s'achève. Il était prévu de remplacer les Tiger vieillissants par 22 avions de combat suédois, de type Gripen. Cependant, avant que le Conseil fédéral ne fasse connaître sa décision en faveur du Gripen, des documents internes, faisant état des notes plutôt mauvaises attribuées à cet avion, ont été publiés. Les partisans du Gripen ne se relèveront plus de ce revers initial. L'acquisition fait l'objet de débats très controversés au parlement. Et, contrairement à ce qui avait cours autrefois en matière de politique

de sécurité, cette fois-ci, le fossé entre les partisans et les détracteurs ne s'est pas creusé selon le clivage classique gauche-droite mais de façon transversale sous l'effet des partis bourgeois. Durant la campagne, marquée, du point de vue des partisans, par différents incidents, les arguments des opposants ont fini par s'imposer et les Gripen ont été rejetés. Il s'agit là de la première véritable défaite de l'armée aux urnes.

Économie

Au cours des quatre dernières années, la population suisse s'est montrée concernée par les thèmes économiques. Dans les sondages de citoyens, les thèmes économiques se classent le plus souvent largement en tête et soulèvent notamment plus de préoccupations qu'il y a quelques années. Au premier abord, cela semble paradoxal: en effet, quasi aucun autre pays que la Suisse n'a aussi bien traversé les différentes crises économiques (crise de l'euro, financière et bancaire). Toutefois, de nombreux citoyens partagent visiblement le sentiment que la Suisse ne peut pas rester éternellement un îlot de privilégiés. Cette peur primaire peut être l'une des raisons expliquant l'adoption au parlement des programmes d'économies – comme le Programme de consolidation et de réexamen des tâches – mais elle peut également justifier les récentes mises en échec massives dans les urnes des initiatives déclarées préjudiciables à l'économie par le milieu en question. Ainsi, au même titre que l'initiative sur les salaires minimums et celle «1:12 – pour des salaires équitables», l'initiative «Six semaines de vacances pour tous» a été clairement rejetée à la grande surprise des pays étrangers. Il convient sans doute d'exclure une initiative de cette liste: l'initiative contre les rémunérations abusives. Bien qu'économiesuisse ait dépensé, selon les estimations, de cinq à huit millions de francs pour le contre-projet, les initiateurs regroupés autour de Thomas Minder ont remporté une victoire inattendue par son ampleur. Toutefois, la situation conflictuelle entourant l'initiative contre les rémunérations abusives était hautement inhabituelle: l'approche de gauche étant incarnée par un entrepreneur plutôt orienté à droite. Les votants aussi bien du PS que de l'UDC ont approuvé au final le projet à une large majorité.

Début 2015, la Banque nationale suisse a provoqué un séisme en supprimant le cours plancher de l'euro, introduit quatre ans auparavant. Pour connaître les répercussions de cette décision, il faudra encore patienter. Si l'on en croit les journalistes et les politologues, un parti en a d'ores et déjà tiré profit: le PLR. Ses succès lors des élections cantonales de 2015 seraient principalement dus à l'insécurité économique qui pousse les citoyens à chercher refuge auprès des partis à qui on accorde une forte compétence économique.

Aménagement du territoire et politique des transports

Au cours des dernières années, un concept, autrefois courant chez les biologistes mais pas auprès du grand public, circule: «densité de population». Ce terme est utilisé en rapport avec différentes exigences politiques. Lors de la votation concernant l'initiative contre l'immigration de masse et Ecopop, il a été l'élément central de la discussion; lors de l'initiative sur les résidences secondaires, il a également joué un rôle certain. Sans pour autant aborder le sens de ce concept dans le contexte suisse, il convient de noter qu'en 2012, la population suisse a franchi le cap des 8 millions.

Dans ce contexte, les questions d'aménagement du territoire et de politique de transport revêtent une importance croissante tout à fait compréhensible, qui se traduit également dans le comportement électoral des citoyens et citoyennes suisses. La loi sur l'aménagement du territoire a ainsi été adoptée tout comme l'initiative sur les résidences secondaires, ce qui était nettement plus surprenant. La mise en place d'un fonds pour l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) a obtenu une majorité confortable lors de la votation. A contrario, un conflit entre les automobilistes et leurs détracteurs se profile. L'augmentation du prix de la vignette d'autoroute a été refusée et la décision concernant l'initiative vache à lait est encore en suspens. Un projet de générations a également été préparé au cours de la législature actuelle: le deuxième tunnel routier au Gothard. La décision tombera en 2016 et tout laisse à penser que ce ne sera pas une mince affaire émotionnellement parlant.

Traditions politiques

Si l'on survole le fonctionnement du parlement au cours des quatre dernières années, on constate un glissement plutôt vers la gauche sur les thèmes de la culture, de l'énergie, de la recherche et de la formation ainsi que de l'aménagement du territoire et vers la droite pour la politique étrangère, européenne et économique. Il est frappant de noter que l'UDC s'incline plus fréquemment qu'avant lors des votes finaux. Elle campe plus souvent jusqu'au bout sur sa position sans compromis que lors des législatures précédentes. En outre, le nombre d'affaires du gouvernement refusées par le parlement a été élevé, en tout cas durant la première moitié de la 49^e législature. Cependant, le parlement n'est pas le seul à faire opposition, le peuple suit également plus rarement qu'avant les recommandations du gouvernement. Cela ne s'applique certes pas aux référendums, mais aux initiatives. Lors de la législature en cours, quatre initiatives ont été adoptées, un nombre plus élevé que jamais auparavant.

La mise en œuvre des initiatives adoptées se fait cependant de plus en plus difficilement. Le gouvernement et le parlement se retrouvent souvent face à un dilemme: enfreindre les accords nationaux ou bafouer la volonté des initiants, cette dernière option étant la plus fréquente. Le gouvernement et le parlement s'attirent donc la mauvaise humeur des initiants et des partisans de l'initiative. Il en résulte des votations qui sont de plus en plus souvent symboliques.



Thomas Milic, 44 ans, a étudié les sciences politiques, l'histoire générale et le journalisme à l'Université de Zurich. En 2005, il obtient son doctorat sur le thème «Idéologie et comportement électoral». Jusqu'en 2014, il occupe le

poste de premier assistant à l'Institut de sciences politiques et est chargé de cours aux universités de Zurich, Berne et Lucerne. Aujourd'hui, il collabore au Centre pour la démocratie et dirige en outre à l'Institut de recherche «sotomo», le service Votations et élections. En parallèle, il est chargé de cours à l'Université de Zurich.

Formule magique et partis apprentis sorciers

Georg Kohler, professeur émérite de philosophie politique à l'Université de Zurich, suit et analyse la campagne électorale suisse tout au long de l'année 2015 pour les Suisses de l'étranger.

La Suisse est bien la seule démocratie au monde gouvernée depuis plus d'un demi-siècle par une grande, ou plus précisément une très grande coalition. En effet, chez nous, le pouvoir n'est pas réparti entre deux, mais entre quatre partis: le PLR, le PDC, l'UDC (l'ancien PAB) et le PS. Il en a du moins été ainsi jusqu'à la fin de l'automne 2007, lorsque survint la grande rupture déclenchée par l'éviction de Christoph Blocher, qui bouleversa le système suisse.

Souvenons-nous: après quatre ans passés au Conseil fédéral et malgré sa position incontestée à la tête du parti le plus représenté au parlement, le chef de l'UDC n'est pas réélu et se trouve remplacé par – passez-moi l'expression, mais c'est le terme consacré – sa «camarade de parti» Eveline Widmer-Schlumpf. Une grande majorité de l'UDC se sent trahie et la nouvelle conseillère fédérale en paie les frais en étant exclue du parti.

Ce qui eut deux conséquences: la création d'un autre parti au centre, le PBD, et le passage du second conseiller fédéral UDC, Samuel Schmid, à ce nouveau parti, soutenu principalement par les membres de l'UDC en désaccord avec l'orientation de Blocher.

Ces évolutions mettent un terme à l'ère de la «formule magique» de 1959 selon laquelle les sept sièges du Conseil fédéral étaient répartis entre les quatre partis les plus forts. En effet, selon un pur calcul des voix, le petit PBD n'aurait jamais dû avoir deux conseillers fédéraux.

Mais on a préféré ne pas en faire une histoire, ni du côté des partis bourgeois, ni du côté de l'UDC, qui souhaitait tout simplement revenir le plus vite possible au gouvernement. Son retour ne s'est d'ailleurs pas fait attendre: en décembre 2008, Ueli Maurer, longtemps président du parti, est élu au Conseil fédéral où il succède à Samuel Schmid. L'UDC est toutefois contrainte d'accepter avec réticence le maintien de Madame Widmer-Schlumpf.

Depuis sept ans, la «formule magique» n'inclut donc plus seulement quatre mais bien cinq partis. Force est de se demander pour combien de temps encore...

Le suspense des élections de l'automne réside notamment dans le rôle qu'y joue le personnage «Widmer-Schlumpf»: si l'UDC gagne ne serait-ce que quelques sièges de plus qu'en 2011, que le PBD fléchit légèrement et



que le PLR se renforce au détriment de ses voisins du parti Vert'libéral, les perspectives de la ministre des Finances, quand bien même aurait-elle mené sa mission avec succès, ne seront pas bonnes. L'UDC veut évidemment prendre sa revanche, sans pour autant la nommer ainsi.

Eveline Widmer-Schlumpf est tenue responsable du – prétendu – glissement à gauche de la politique gouvernementale suisse, caractérisé toutefois par une sortie du nucléaire en douceur, qui est défendue avant tout par Doris Leuthard, du camp bourgeois. Quoi qu'il en soit, la destitution d'Eveline Widmer-Schlumpf est présentée comme l'élément crucial d'une stratégie visant à revenir sur la bonne voie. En outre, un vrai représentant de l'UDC veillerait sans aucun doute à ce que la politique d'asile et d'immigration menée soit plus restrictive.

Il est aujourd'hui évident que l'UDC a de bons atouts pour faire pression sur le PLR et le PDC si le résultat esquisse se réalise. Ces deux partis veulent conserver leur représentant au Conseil fédéral et, avec un peu d'habileté, réussiront à merveille à faire valoir leurs exigences.

Mon propos est de montrer que, pour une fois, les gagnants et les perdants des élections parlementaires seront déterminés par une seule personnalité. Cette situation est rare en Suisse et laisse entrevoir un changement dans la manière d'exercer la politique dans notre pays: la constitution de l'appareil gouvernemental n'est plus guidée par la recherche du consensus politique mais est devenue l'objet d'affrontements sans répit.

Cet état des lieux quelque peu provocant est sans doute exagéré. Les institutions du pays veillent toujours à maintenir une pression suffisante assurant une coopération objective et pragmatique. Le Conseil fédéral composé de sept sièges est et reste une autorité collective qui ne peut fonctionner que si ses membres ont pour but d'obtenir des résultats raisonnables et relativement clairs pour la grande majorité. L'arrivée ou le départ d'une seule et unique personne n'y changera pas grand-chose.

Les philosophes politiques s'en réjouiront et y verront une raison de vanter la constitution des autorités du pays. En effet, *rule of law, not rule of men* est le principe premier de tout bon ordre étatique, et donc de notre démocratie (directe).



ÉLECTIONS
2015

Sondage auprès des partis politiques

Réponses brèves à des questions pas toujours simples: c'est ce que nous avons exigé des sept principaux partis représentés au parlement. Tous ont participé, et les réponses sont particulièrement instructives.



Les Suisses de l'étranger forment un électorat en croissance constante. Quels outils votre parti utilise-t-il pour communiquer avec les Suisses de l'étranger?

Le PBD est un jeune parti qui n'a pas encore établi de relations institutionnalisées avec les Suisses et Suissesses de l'étranger. La communication intervient en premier lieu par le biais de notre site internet, de la Newsletter vidéo et de e-mails.	Membre de la présidence responsable, secrétaire internationale au siège principal. Congrès de l'OSE, publicité dans la Revue Suisse, interventions des associations suisses à l'étranger, sites internet, Newsletter, réseaux sociaux, magazine imprimé.	Nous communiquons exclusivement par voie électronique, en envoyant notre Newsletter par e-mail et en publiant des informations sur notre site. Nous avons également un compte Facebook et participons au Congrès des Suisses de l'étranger.	Nous sommes très actifs sur les réseaux sociaux. Il est possible de s'abonner aux Nouvelles vertes en ligne sur www.verts.ch , disponibles en français ou en allemand. Nous participons également chaque année au Congrès des Suisses de l'étranger.	Notre parti communique presque exclusivement par voie électronique. L'avantage, c'est qu'ainsi nous nous adressons aussi bien aux Suisses de l'étranger qu'à tous les autres membres. Notre parti participe également chaque année au Congrès des Suisses de l'étranger.	Notre section des Suisses de l'étranger UDC international est régulièrement en contact avec les Suisses du monde entier. Nous communiquons également via notre site www.udc-international.ch ou notre page Facebook à l'adresse www.facebook.com/svpinternational .	Les ambassadeurs du PS sont les membres de la section PS internationale. Nos membres sont actifs dans les antennes du PS à Berlin, Paris, Rome et en Israël. D'autres antennes sont actuellement mises en place à Bruxelles, Montréal, Buenos Aires ou au Cap.
---	--	---	--	--	--	--

Admettons qu'aucun compromis ne soit trouvé avec l'UE pour la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse et que l'accord de libre circulation des personnes et les accords bilatéraux doivent être dénoncés. Que privilégierait votre parti dans ce cas: la mise en œuvre stricte ou le maintien des accords bilatéraux?

Le maintien des accords bilatéraux a la priorité absolue et constitue un thème majeur pour le PBD en cette année électorale. Le PBD a présenté, au printemps 2014 déjà, une proposition de mise en œuvre de l'initiative et négocie une clause de sauvegarde avec l'UE (des accords similaires existent déjà dans l'UE). Avec des mesures d'accompagnement ou de promotion de la main-d'œuvre suisse, l'immigration sera également plus facile à contrôler sans mettre en danger les accords bilatéraux.	Maintien des accords bilatéraux. La question ne se posera toutefois pas si le Conseil fédéral adopte notre proposition de mise en œuvre de l'initiative et négocie une clause de sauvegarde avec l'UE (des accords similaires existent déjà dans l'UE). Avec des mesures d'accompagnement ou de promotion de la main-d'œuvre suisse, l'immigration sera également plus facile à contrôler sans mettre en danger les accords bilatéraux.	Pour le PLR International, le maintien des accords bilatéraux est une priorité absolue. La suppression de la libre circulation aurait de graves conséquences notamment sur une grande partie des 450 000 Suisses vivant dans l'UE. En outre, la mise en œuvre du contrôle de l'immigration de masse doit, dans toute la mesure du possible, tenir compte des accords sur la libre circulation des personnes.	Le maintien des relations bilatérales. Vu sa situation géographique et ses liens socio-économiques avec l'UE, la Suisse ne peut pas avancer «en solitaire». Les Verts ne veulent donc pas d'une mise en œuvre stricte de l'initiative contre l'immigration de masse mais privilégient une solution non discriminante, acceptable pour l'UE, garantissant les bilatérales.	Les accords bilatéraux avec l'UE revêtent une importance capitale pour le site économique et de recherche qu'est la Suisse. Pour les vert'libéraux, le maintien et la poursuite du développement des accords bilatéraux plusieurs fois confirmés par le peuple ont donc la priorité sur la mise en œuvre stricte de l'initiative.	Le peuple a approuvé la gestion et la limitation de l'immigration. Il faut maintenant mettre en œuvre cette mesure dans l'intérêt du pays. Seul est concerné l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE, qu'il convient de renégocier. Reste la question des six autres accords liés à celui de libre circulation dans le paquet des bilatérales I, dans lesquels la Suisse et l'UE ont des intérêts mutuels. La Suisse a signé plus de 150 accords bilatéraux avec l'UE, et il n'est pas question de les dénoncer.	Pour le PS, le maintien des relations bilatérales a clairement la priorité. La Suisse est tributaire de ses bonnes relations politiques, économiques et culturelles avec ses voisins européens. Nous ne voulons en aucun cas renoncer à la liberté de nous déplacer librement en Europe. Si la dénonciation des accords bilatéraux devait effectivement être débattue, le peuple doit avoir le dernier mot.
--	---	--	---	---	--	---

Récemment, plusieurs initiatives populaires en matière de politique familiale ont échoué. Pour votre parti, quelle mesure isolée de politique familiale devrait absolument être mise en œuvre dans un avenir proche?

Le PBD veut faciliter la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle. Le but est de mieux intégrer les femmes dans le marché du travail et de contribuer ainsi à réduire la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. De nombreuses mesures sont nécessaires et le PBD a déposé des motions en ce sens au parlement: renforcement et promotion de l'offre de places de garde ou l'introduction d'écoles à horaire continu et les horaires blocs.	En 2016, le PDC soumettra au peuple sa prochaine initiative sur les familles. Nous voulons le retrait de la pénalisation du mariage et du partenariat. Après des années de discrimination, les couples mariés et les partenaires enregistrés doivent être remis sur un pied d'égalité avec les autres couples en matière d'impôts et de prévoyance. Actuellement, d'autres exigences du PDC sont en suspens au parlement: le congé paternité et la libération des primes pour les enfants.	Le mieux serait d'aider les familles en introduisant l'imposition individuelle. Elle est juste et adaptée aux revenus personnels, et elle éviterait la progression à froid. En outre, famille et travail doivent être plus facilement conciliables. Il convient de renforcer les déductions fiscales sur la garde externe des enfants.	Nous voulons aider toutes les familles: couples mariés, partenariats enregistrés, familles monoparentales, etc. Nous avons présenté une série de mesures en ce sens au parlement. L'une des plus importantes concerne sûrement l'allègement de la charge financière p. ex. par une imposition individuelle et une meilleure conciliation entre vie de famille et vie professionnelle grâce à des écoles à horaire continu.	Nous voulons l'égalité entre couples mariés et concubinages en matière d'impôt et d'assurances sociales et nous sommes en faveur de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. L'éducation des enfants doit être compatible avec une activité professionnelle pour les hommes et les femmes. Les offres en structures de jour et les postes à temps partiel – à tous les niveaux et pour les deux sexes – doivent être quelque chose de tout à fait normal.	La charge fiscale pesant sur les familles doit être allégée, par exemple en supprimant enfin l'adite pénalisation du mariage. Les couples mariés sont aujourd'hui plus lourdement taxés que les couples non mariés. L'UDC vise une faible fiscalité pour tous.	Le PS veut remplacer les déductions fiscales pour les enfants dans le calcul de l'impôt par des chèques-enfants afin de réduire la charge fiscale de manière ciblée pour les familles à bas et moyens revenus. Cette solution, qui permet de déduire un chèque par enfant du calcul de l'impôt, a une portée plus sociale que le système actuel des déductions, dont profitent surtout les hauts revenus.
--	--	--	--	---	--	---

En 2011, le Conseil fédéral et le parlement ont décidé de sortir progressivement du nucléaire. Le Conseil fédéral propose dans la Stratégie énergétique suisse d'ici à 2050. Votre parti soutient-il cette stratégie?

L'un des trois thèmes fâcheux de la campagne du PBD est le soutien du tournant énergétique. Le PBD est le premier parti bourgeois à avoir demandé la sortie ordonnée du nucléaire et s'engage en faveur de la stratégie énergétique 2050 et d'un système incitatif d'économie de marché en matière climatique et énergétique. La responsabilité écologique est un devoir vis-à-vis des générations à venir et son potentiel d'innovation recèle de grandes chances économiques.	Le PDC a marqué le tournant énergétique depuis le début. Nous encourageons la sortie du nucléaire et soutenons la Stratégie énergétique 2050 de notre conseillère fédérale. La production d'énergie à partir de sources renouvelables renforce l'économie régionale et crée des emplois tandis que la consommation d'énergie, les émissions de CO ₂ et la dépendance vis-à-vis des pays étrangers baissent. La Suisse est en tête dans le domaine énergétique.	La stratégie énergétique proposée par le Conseil fédéral est à peine supportable pour l'économie suisse et n'est pas compatible avec le contrat social. Elle crée de nouveaux obstacles pour la Suisse et conduira à une délocalisation des emplois à l'étranger. Le PLR International veut des conditions-cadres claires et fiables à long terme plutôt que de nouvelles taxes et subventions qui faussent le marché.	Les Verts soutiennent la Stratégie énergétique 2050 qui constitue un pas important vers le tournant énergétique. Toutefois, aucune durée d'exploitation maximale, comme nous la demandons dans notre initiative Sortir du nucléaire, n'a encore été définie pour les centrales existantes. Sans échéance claire pour la sortie du nucléaire, la planification des investissements dans l'efficacité énergétique et l'extension des énergies renouvelables est incertaine.	Oui. Nous voulons parvenir au tournant énergétique mais avec des systèmes d'incitation libéraux. Actuellement, les émissions toxiques ne sont pas imputées selon le principe de causalité et l'énergie nucléaire est subventionnée de manière dissimulée. Avec une tarification réaliste et des taxes d'incitation, nous voulons nous détacher des technologies à fortes émissions de CO ₂ et de l'énergie nucléaire au profit des énergies renouvelables.	La Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral est une utopie onéreuse qui met en danger la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans une Suisse en pleine croissance. L'UDC refuse ce concept fondé sur la contrainte et l'augmentation des prix. Les Suisses ainsi que les petites et moyennes entreprises avec leurs nombreux emplois seraient les victimes de cette stratégie. Il conviendrait bien plus d'améliorer les conditions-cadres pour une utilisation optimale des différentes sources d'énergie. Les interdictions technologiques n'apportent aucune aide à cet égard.	Le tournant énergétique, c'est-à-dire la sortie du nucléaire et la promotion des énergies renouvelables, est l'un des grands succès de la dernière législature. Le PS a apporté sa contribution au tournant énergétique et soutient également la deuxième phase à venir. Le changement en faveur d'une énergie plus propre est une chance – écologique et économique – colossale pour la Suisse.
---	---	--	---	---	--	--



À quelle composition du Conseil fédéral votre parti aspire-t-il à l'issue des élections? Une pure formule magique mathématique: deux sièges pour chacun des trois partis ralliant le plus d'électeurs et un siège pour le quatrième? Ou une concordance sur le fond permettant aux plus petits partis d'être également représentés au Conseil fédéral?

<p>PBD aspire à une concordance de fond des forces constructives siégeant au gouvernement. Le PBD ne veut pas d'un gouvernement de droite avec une majorité UDC-PLR car, dans le système de concordance suisse, la représentation équilibrée des forces constructives doit surpasser une composition reposant sur des critères purement arithmétiques.</p>	<p>Nous nous exprimerons uniquement sur les élections au Conseil fédéral qu'après les élections parlementaires.</p>	<p>Le parlement peut composer le Conseil fédéral comme il le souhaite. Le gouvernement doit toutefois bénéficier d'un large soutien au parlement pour imposer des projets. Et la formule 2:2:2:1 a déjà fait ses preuves par le passé. A contrario, durant les deux dernières législatures, le Conseil fédéral a très souvent essuyé des échecs.</p>	<p>Les Verts sont pour la «concordance de la raison». Selon les Verts, l'UDC n'a pas sa place au gouvernement, malgré sa taille, car elle utilise l'état de droit comme levier et met en danger la collaboration internationale.</p>	<p>L'UDC s'est toujours prononcée en faveur du principe de concordance permettant aux quatre principaux partis d'être intégrés au Conseil fédéral en fonction de leur force. Ce système apporte une stabilité politique et il convient de le restaurer après les élections. L'UDC est également disposée, comme on le lui demande régulièrement, à endosser davantage de responsabilités au sein du gouvernement.</p>	<p>La concordance signifie que toutes les forces dominantes responsables doivent siéger au gouvernement, dans la mesure où elles présentent des candidats éligibles. Une clé de répartition comme au cours des décennies de la formule magique n'a plus aucun sens aujourd'hui. Le PS a également toujours dit qu'il ne destituerait aucune conseillère fédérale en exercice qui fait bien son travail.</p>
---	---	--	--	---	---

Les Suisses de l'étranger n'ont que peu de chances d'être élus car les voix des électeurs suisses à l'étranger sont réparties sur l'ensemble des cantons. Une circonscription électorale à part augmenterait considérablement leurs chances d'être élus. Votre parti soutiendrait-il une «circonscription électorale des Suisses de l'étranger»?

Non	En principe, oui	Pas encore de position	Ce serait super	Pas de position	Non	Oui
-----	------------------	------------------------	-----------------	-----------------	-----	-----

Votre dernier cadeau sera le plus beau!

© Tdh / Marchina

Agir durablement pour la santé et la protection des enfants. Depuis 55 ans, Terre des hommes soutient les enfants démunis. Ainsi, nous offrons un avenir meilleur aux enfants dans plus de trente pays. **Votre testament en faveur de l'enfance contribue à l'engagement de Terre des hommes.**

Commandez gratuitement nos guides des successions en contactant directement votre partenaire:
Vincent Maunoury, T +41 58 611 07 86, vincent.maunoury@tdh.ch.

Calculez votre part d'héritage disponible sur www.tdh.ch/fr/donate/legacy

86% des sommes récoltées sont affectées aux programmes, donc aux enfants.

Siege | Hauptsitz | Sede | Headquarters
 Av. Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
 T +41 58 611 06 66, F +41 58 611 06 77
 E-Mail: info@tdh.ch, CCP/PCK: 10-11504-8

Terre des hommes
 Aide à l'enfance.
 tdh.ch

Amstutz Adrian
 in den Nationalrat 2x auf jede Liste 1 SVP UDC

Property Management and Sales
 Your Partner based in Eastern Switzerland

EGELI Immobilien

No need to worry about anything – we take care of all matters relating to your property back home.

EGELI Immobilien AG
 Teufener Strasse 36 | 9000 St. Gallen | +41 71 221 11 77 | egeli-immobilien.ch

Des Grisons au lac de Schwielow

C'est à Berlin que l'écrivain suisse Silvio Huonder a trouvé son style.

CHARLES LINSMAYER

«Adalina» fut la surprise littéraire de l'année 1997. Dans ce roman, Maculin, originaire des Grisons et installé à Berlin depuis plusieurs années revient à Coire pour se réconcilier avec Adalina, sa défunte et bien-aimée cousine. Mais au lieu d'éprouver une libération, il découvre que sa jalousie mesquine est à l'origine du décès accidentel de sa jeune cousine. Pétri de remords, il se jette dans le vide du haut d'une falaise. Aussi tragique soit-il, ce récit relate ce retour dans les Grisons avec une tendresse, une sensualité et un érotisme quasi sans égal dans les romans suisses.

Né à Coire le 6 octobre 1954, l'auteur a déclaré en 2014 qu'il n'aurait pas pu écrire «Adalina» en Suisse. Silvio Huonder avait en réalité publié son premier roman «Von Silber bis Russ schillert der Regenbogen bei Vollmond» en 1982 sous le pseudonyme de J.J. Silla. Ce livre ne laissait pas présager le futur talent de cet auteur, dont le style s'est révélé à Berlin où il est venu s'installer en 1990. Il vit encore en Allemagne aujourd'hui avec sa femme et ses deux fils. Il a habité à Berlin dans le quartier de Friedrichshain jusqu'en 2000 et vit depuis dans un village au bord du lac de Schwielow, qu'il a décrit en 2009 dans son roman «Dicht am Wasser».

L'immensité horizontale

Originaire des montagnes grisonnes, Silvio Huonder a trouvé à Berlin une «incroyable immensité horizontale» et les paysages jalonnés de lacs qui conviennent à son écriture. «Depuis mon bureau, je regarde l'eau dont la surface ne cesse de changer selon les saisons, la lumière et le temps et se montre tantôt métallique, tantôt écumeuse, tantôt lisse...»

Après quatre pièces de théâtre, «Adalina» lui a permis de «clarifier ses liens avec Coire et de mettre un terme au passé». Son deuxième roman «Übungshefte der Liebe» paru en 1998 raconte de nouveau l'évasion d'un jeune Suisse hors de son pays, mais se termine cette fois-ci sur une note apaisée.

Son roman familial «Valentinsnacht» (2006) est entièrement consacré à la scène berlinoise. Cette ville et ses lacs occupent aussi une place centrale dans son livre «Wieder ein Jahr, abends am See» (2008), sûrement le plus brillant à ce jour. Dans «Dicht am Wasser» évoqué ci-dessus, ils suscitent une atmosphère magique qui caractérise durablement tant les destins que l'intrigue criminelle de ce roman où Berlin sert non seulement de cadre mais joue aussi un rôle dans le récit.

Retour avec un roman historique

Dans «Die Dunkelheit in den Bergen» (2012), Silvio Huonder ose de nouveau un retour dans les Grisons. L'histoire se situe en 1821 et parle de deux soldats grisons qui, de retour à Coire après une mission en Hollande, élucident un meurtre sur ordre du baron von Mont. Le style historique, le souci du détail et l'éclat des paysages et de la langue font de ce roman un policier non seulement haletant et crédible, mais prouvent clairement que dix-huit ans après «Adalina», Silvio Huonder sait toujours évoquer à la perfection la scène et le milieu grisons. Bien qu'il vive à l'étranger depuis 25 ans, il n'a jamais vraiment rompu les liens avec la Suisse. Il enseigne à l'Institut littéraire suisse et fait donc au moins une fois par semaine l'aller retour en train entre Berlin et Bienne...

CHARLES LINSMAYER EST CHERCHEUR
EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

Bibliographie: les œuvres de Silvio Huonder sont éditées chez Nagel & Kimche, Zurich.



«Une peur grandit en lui. Peur que la seule substance de tout ce qui l'attend à présent, ce soit sa cousine. Comme si elle pouvait l'attendre à la gare, Adalina, ce fantôme du passé, muet et plein de reproches.»

(«Adalina. Roman». Traduit de l'allemand par Dina Regnier Sikiric et Nathalie Eberhardt. Editions la dernière goutte. Strasbourg 2009)

Comment votent nos parlementaires sur les questions relatives aux Suisses de l'étranger?

Durant la législature qui touche à sa fin, l'actualité concernant directement ou indirectement les Suisses de l'étranger a été particulièrement riche.

Questions concernant les Suisses de l'étranger

Grâce au vote électronique introduit au Conseil national et, depuis 2014 également, au Conseil des États, il est désormais possible de connaître le vote de chaque membre de l'Assemblée fédérale. Un petit retour en arrière peut nous aider dans notre prise de décision au vu des prochaines élections: car il

Objet	Votation	PS	Les Verts	PVL	PDC/E	PBD	PLR	UDC
Maintien de l'ambassade de Suisse au Guatemala (motion CPE-CN)	CN 16.04.13	■	■	■	■	■	■	■
Contre la fermeture du Consulat général à Chicago (motion CPE-CN)	CN 16.04.13	■	■	■	■	■	■	■
Collaboration avec l'Organisation des Suisses de l'étranger (motion CPE-CN)	CN 03.06.13		■	■	■	■	■	■ ■
Introduction du vote électronique pour tous les Suisses de l'étranger d'ici à 2015 (motion Fässler)	CN 18.09.13	■	■	■	15:14	■	17:9	■
Moratoire sur la fermeture de consulats (motion Büchel)	CN 19.09.13	■	■	■	■	5:3	■	■
Contre l'imposition de l'immobilier en Suisse par la France (motion CER-CN)	CN 19.06.13		■	■	■	■	■	■ ■
Refuser la convention sur les successions avec la France	Entrée en matière CN 12.12.13	■	■	■	■	■	■	■
Loi sur la transmission de la formation suisse à l'étranger	Votation sur l'ensemble CN 10.03.14	■	■	■	■	■	■	29:22
	Votation finale CN 21.03.14	■	■	■	■	■	■	■
Loi sur les Suisses de l'étranger	Entrée en matière CN 05.06.14	■	■	■	■	■	■	■
Obligation de s'immatriculer (proposition minoritaire Romano)	CN 05.06.14	■	■	■	7:4	■	■	■
Article sur le soutien de la Confédération à l'OSE (demande de suppression de Bugnon)	CN 05.06.14	■	■	■	■	■	■	■
Maintien de la garantie de Soliswiss (requête Flury)	CN 05.06.14	■	■	■	■	■	15:9	■
	Votation sur l'ensemble CN 05.06.14	■	■	■	■	■	■	■
Élection directe du Conseil des Suisses de l'étranger (requête Masshardt)	CN 15.09.14	■	■	■	■	■	■	■
	Votation finale CN 26.09.14	■	■	■	■	■	■	36:18
Trafic des paiements. Garantir un service universel aux Suisses de l'étranger (motion Büchel)	CN 11.09.14	■	5:4	■	17:9	■	■	■
Optimisation du réseau extérieur (motion CPE-CN)	CN 06.05.15	■	■	■	■	■	■	■

faut savoir que ceux qui se présentent comme les défenseurs des intérêts des Suisses de l'étranger ne votent pas systématiquement en ce sens.

Le tableau ci-dessous montre le comportement électoral par fraction pour une sélection de questions qui ont jalonné les années

2011 à 2015. Nous vous présentons des projets concernant directement les Suisses de l'étranger ainsi que des questions pouvant avoir également des répercussions sur nos compatriotes à l'étranger. Le vote des fractions n'est souvent pas uniforme. Si le rapport entre le nombre de voix pour et celui de voix

contre est de 2:1 ou moindre, c'est le décompte exact de voix qui est indiqué. Les abstentions individuelles ne sont pas prises en compte. Les résultats de tous les votes figurent dans le Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, sur www.parlament.ch > Bulletin officiel

Questions ayant des répercussions pour les Suisses de l'étranger

Objet	Votation	PS	Les Verts	PVL	PDC/E	PBD	PLR	UDC
Initiative populaire «Contre l'immigration de masse»			■	■	■	■	■	■ ■
Recommandation d'acceptation	CN 20.06.13							
Accord Fatca Suisse - États-Unis		■	■	■	■	■	■	■
Approbation de l'accord	CN 27.09.13							
Accord de mise en œuvre	CN 27.09.13							
Initiative sur les bourses		■	■	■	■	■	■	■
Recommandation d'acceptation	CN 19.03.14							
Initiative populaire «Halte à la surpopulation» (Ecopop)		■	■	■	■	■	■	■
Approbation	CN 12.06.14							

Fractions:

PS = groupe socio-démocrate

Les Verts = groupe des Verts

PVL = groupe des Verts-libéraux

PDC/EVP = groupe démocrate-chrétien / évangélique

PBD = groupe du Parti bourgeois-démocrate

PLR = groupe radical-démocratique / libéral

UDC = groupe de l'Union démocratique du centre

Abréviations:

CPE Commission de politique extérieure /

CE Commission de l'économie

■ Approbation

■ Rejet

■ Abstention

MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4
 Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld
 200 Autos, 40 Modelle, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / www.ilgauto.ch

Candidat dans le Canton de Zurich,
domicilié à Berlin

**TIM
GULDIMANN**
Le Internationalrat.

**POUR TOUS,
SANS
PRIVILÈGES !**

Élections nationales
du 18 octobre 2015

www.pssuisse.ch/international



Tous les regards se tournent vers Eveline Widmer-Schlumpf

Lors des prochaines élections du Conseil fédéral, l'UDC a de bonnes chances de gagner un deuxième siège.

JÜRIG MÜLLER

Lorsqu'un problème survient en Suisse, «c'est la faute du gouvernement». Cela vaut d'ailleurs en Suisse comme dans la plupart des autres pays. Pourtant, si l'on en croit les sondages, le Conseil fédéral jouit presque toujours d'une confiance solide auprès de la population. La stabilité de ses membres ces dernières années et son image à nouveau beaucoup plus unie peuvent être une explication. Mais cette image stable est trompeuse: la formule magique communément admise n'existe plus.

Continuer sur la même voie?

La composition du gouvernement avec ses sept membres – deux PLR, deux PS, un PDC, un UDC et un PDB – fera l'objet d'un débat à l'issue des élections parlementaires du 18 octobre 2015 (voir également sondage pages 14-16). Début décembre aura lieu en effet le renouvellement intégral du Conseil fédéral pour les quatre prochaines années. Mais il n'est pas exclu qu'en dépit de débats épiques et de l'inflation des spéculations à venir, rien ne change. Il est possible, mais peu probable, que le Conseil fédéral reste inchangé si aucun de ses membres ne se retire de la course et si les forces en présence n'évoluent pas de manière fondamentale lors des élections parlementaires. Et lorsqu'il s'agit de ne pas réélire un conseiller fédéral, le parlement se montre quelque peu réticent, même en 2003, lorsque Ruth Metzler (PDC) avait été sacrifiée au profit de Christoph Blocher (UDC) et en 2007, quand ce dernier avait été lui-même évincé du Conseil fédéral par l'élection de son ancienne collègue de parti Eveline Widmer-Schlumpf.

C'est précisément elle qui sera au centre de la bataille, après les élections fédérales. Eveline Widmer-Schlumpf est aujourd'hui le porte-drapeau du Parti bourgeois-démocratique (PBD), né d'une scission de l'UDC. Au regard de la politique de concordance, le fait que l'UDC, premier parti de Suisse avec 26,6% des voix lors des élections du Conseil national en 2011, ne soit représenté que par un seul membre au gouvernement, est une anomalie. L'éviction de l'UDC d'Eveline Widmer-Schlumpf a conduit à la formation du PBD, qui est lui-même représenté par un membre au Conseil fédéral alors même qu'il ne rassemble que 5,4% des voix. Le PBD n'affichant pas une forme étincelante, il pourra savourer sa victoire s'il parvient à l'automne à maintenir son faible score. Mais la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf et son parti ne pourront, à l'issue des élections, faire l'économie d'une réflexion de fond.

La recherche de la bonne formule

La conseillère fédérale PBD et ministre des finances se retirera-t-elle elle-même de la course? Ou se représentera-t-elle même en cas de recul de son parti? Dans tous les cas, c'est son siège qui fera la différence. L'UDC le convoite depuis toujours. Les partisans de la concordance arithmétique – en premier lieu les stratégies de l'UDC et du PLR – veulent un retour à la clef de répartition longtemps en vigueur: deux sièges attribués à chacun des trois grands partis et un siège au quatrième parti comptant le plus d'électeurs. Le rêve de la droite bourgeoise serait d'attribuer deux sièges à l'UDC, deux au PLR, deux au PS et un au PDC.

Cette formule se placera au premier plan si le PLR enregistre une forte croissance lors des élections. Et c'est ce qu'annoncent les sondages. Cela couperait court aux débats selon lesquels le PLR pourrait ou non briguer deux sièges et l'UDC pourrait remporter un deuxième siège, au nez du PLR. PLR, PDC et Verts-libéraux (pvl) doivent s'attendre à ce que l'UDC, en tant que parti le plus fort, remporte deux sièges. L'UDC dispose en effet de bons atouts. Seuls le PS et les Verts sont contre un deuxième siège pour l'UDC. Ils parlent volontiers de «concordance de contenu» et estiment que l'UDC ne recherche pas le consensus.

Au vu des divisions exacerbées au sein de l'UDC, ces arguments trouvent également un écho auprès de certains partis du centre (PBD, PEV et pvl) et du PDC. Ils pourraient d'ailleurs essayer, avec les Verts-libéraux, de sauver le siège d'Eveline Widmer-Schlumpf. Une option qui ne serait justifiée que si les petits partis du centre sortaient renforcés des élections – ce qui semble improbable d'après les sondages. Si les petits partis du centre perdent des voix, le climat général ne justifierait plus une telle manœuvre.

Le PS quant à lui peut sortir renforcé des élections du Conseil fédéral: ses deux sièges lui sont garantis, si les élections du Conseil national ne prennent pas une tournure totalement inattendue. Il est peu probable en effet que l'un de ses sièges soit sérieusement menacé, même si l'UDC a déjà eu de tels projets. Mais la messe n'est pas dite, car les élections du Conseil fédéral n'ont cessé de nous surprendre.

JÜRIG MÜLLER EST RÉDACTEUR À LA «REVUE SUISSE»



Nouveau:

La «Revue Suisse» en version électronique pour smartphones. La Suisse au cœur de l'information: où et quand vous voulez

- Notice détaillée de la nouvelle application gratuite pour smartphones, iPad et tablettes Android sur www.revue.ch/fr/app
- Si vous souhaitez recevoir la «Revue Suisse» uniquement en version électronique, vous pouvez vous adresser au consulat où vous êtes enregistré ou procéder par vous-même aux réglages nécessaires sur www.swissbroad.ch
- Pour toute question sur la distribution de la «Revue Suisse», veuillez vous adresser à la Helpline DFAE: +41 800 24-7-365 ou helpline@eda.admin.ch

Comment vote-t-on?

Les mêmes questions reviennent tous les quatre ans. Si les réponses sont connues, l'incertitude prédomine souvent. C'est pourquoi nous avons regroupé les questions les plus fréquemment posées en vue des prochaines élections.

Quelles sont les conditions requises pour avoir le droit de vote et d'éligibilité en tant que Suisse de l'étranger?

Vous devez avoir au moins 18 ans et être immatriculé auprès d'une représentation suisse à l'étranger (ambassade ou consulat). Vous devez en outre être inscrit en tant que Suisse de l'étranger ayant le droit de vote sur le registre électoral de votre dernière commune de domicile ou de votre commune d'origine. Le formulaire d'inscription est disponible sur: www.eda.admin.ch > Vivre à l'étranger > La cinquième Suisse > Droit de vote et d'élection

Puis-je voter pour le Conseil national et le Conseil des États?

Tous les Suisses de l'étranger inscrits sur le registre électoral sont autorisés à voter pour le Conseil national.

Seuls les Suisses de l'étranger des 12 cantons suivants peuvent voter pour le Conseil des États: Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Fribourg, Genève, Grisons, Jura, Neuchâtel, Schwytz, Soleure, Tessin et Zurich. BE, BL, BS, FR, GE, GR, JU, NE, SO, SZ, TI et ZH.

Sondage sur les élections auprès des Suisses de l'étranger

Le Centre pour la démocratie d'Aarau mène auprès des Suisses de l'étranger un sondage de grande ampleur sur les élections parlementaires. Les données sont recueillies par le groupement d'instituts de sciences politiques d'Universités Suisses (FORS) dans le cadre des études électorales suisses Selects.

La participation est facultative.

Néanmoins, pour que le sondage soit le plus représentatif possible, il est important qu'un grand nombre de personnes y participent.

C'est pourquoi nous vous saurions gré de consacrer un quart d'heure pour répondre aux questions.

Lien vers le sondage:
www.sondage15.ch

Quand reçoit-on le matériel de vote?

Le Conseil fédéral recommande aux cantons d'envoyer les bulletins électoraux aux électeurs Suisses de l'étranger d'ici au 1er octobre 2015. Mais il n'y a aucune garantie à cela.

Qui peut voter électroniquement?

Treize cantons ont déposé une demande de vote électronique pour les élections de 2015. La décision du Conseil fédéral n'était pas encore connue à la clôture de la rédaction du présent numéro. Plus d'informations sur: www.ch.ch/fr/e-voting

Comment puis-je soutenir des candidats Suisses de l'étranger?

Vous pouvez voter uniquement pour des candidats de votre canton. Vous ne pouvez pas voter pour des candidats Suisses de l'étranger qui se présentent dans une autre circonscription électorale que la vôtre.

Où puis-je savoir quels candidats Suisses de l'étranger se présentent?

Toutes les candidatures des Suisses de l'étranger sont indiquées sur le

site web de l'OSE. Comme les candidatures peuvent être déposées très peu de temps avant les élections, la «Revue Suisse» n'est pas en mesure de publier la liste actuelle de tous les candidats.

Liste des candidats:

www.2015elections.ch > Candidats

Certains candidats défendent-ils particulièrement les intérêts des Suisses de l'étranger?

Les membres suivants du comité de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) ou du Conseil des Suisses de l'étranger sont candidats:

- Céline Amaudruz, UDC, Genève
- Roland Büchel, UDC, Saint-Gall
- Robert Cramer, Les Verts, Genève, conseiller aux États
- Antonio Hodgers, Les Verts, Genève
- Filippo Lombardi PDC, Tessin, conseiller aux États
- John McGough, UDC, Bâle-Ville
- Christa Markwalder, PLR, Berne
- Roman Rauper, UDC, Saint-Gall
- Carlo Sommaruga, PS, Genève

■ Vous trouverez la liste des membres de l'Intergroupe parlementaire «Suisses de l'étranger» sur: www.aso.ch > Politique > Intergroupe parlementaire

Comment remplir le bulletin électoral?

Vous disposez des options suivantes:

1. Utiliser un bulletin inchangé

Vous votez avec le bulletin imprimé de l'un des partis, sans le modifier.

Les candidats figurant sur la liste reçoivent une voix et le parti en obtient autant qu'il y a de sièges à attribuer au canton.

2. Modifier le bulletin

Vous pouvez biffer le nom d'un ou plusieurs candidats. Ils ne reçoivent pas de voix, mais celle-ci revient au parti.

Vous pouvez cumuler, c'est-à-dire inscrire à la main une deuxième fois le nom d'un candidat. Cette personne reçoit ainsi deux voix. Attention: sur les bulletins électoraux des partis, certains noms sont parfois déjà inscrits deux fois sur la liste. Dans ce cas, vous ne pouvez pas inscrire ce nom encore une fois.

Vous pouvez panacher des noms, c'est-à-dire écrire les noms de candidats d'autres listes sur une ligne du bul-

letin électoral imprimé laissée en blanc. Vous pouvez aussi biffer un nom et le remplacer par celui d'un candidat de votre choix.

Le parti de la liste choisie perd une voix, qui revient au parti auquel appartient le candidat de l'autre liste.

Cela ne s'applique pas aux cantons d'Uri, Glaris, Appenzell (AR), Appenzell (AI), où un seul siège au Conseil national est à pourvoir.

3. Utiliser un bulletin vierge

Sur un bulletin vierge, vous pouvez écrire les noms des candidats de votre choix. Attention: utilisez uniquement les noms des candidats figurant sur les bulletins imprimés. Vous pouvez aussi cumuler deux fois le même nom sur un bulletin vierge.

Vous pouvez écrire en haut du bulletin vierge le nom d'un parti, les lignes que vous laisserez en blanc seront alors autant de suffrages en faveur de ce parti.

Règles à respecter

Suivez les indications de votre commune et de votre canton.

- Utilisez uniquement un bulletin électoral officiel.

- Écrivez à la main et de manière bien lisible.

- Seules les candidatures figurant sur les bulletins électoraux préimprimés sont valables.

- Écrivez toujours le nom et le prénom des candidats en toutes lettres ainsi que le numéro correspondant. L'utilisation des guillemets, de l'expression «idem» et autres n'est pas autorisée.

- Votre bulletin électoral doit contenir au moins un nom valable.

- Un même nom ne peut figurer plus de deux fois sur le bulletin électoral.

- Le nombre de noms figurant sur le bulletin électoral ne peut être supérieur à celui des sièges attribués à votre canton.

- N'écrivez rien d'autre sur le bulletin électoral.

- Ne signez pas le bulletin électoral.

- Si vous votez par correspondance, n'oubliez pas de signer et d'envoyer votre carte d'électeur (exception: canton de Bâle-Ville).



Liens vers des informations intéressantes sur les élections

www.ch.ch/fr/elections2015

Les pages de la Confédération, des cantons et des communes présentant des informations spéciales pour les Suisses de l'étranger sont surlignées en bleu.

www.smartvote.ch

www.easyvote.ch

www.je-veux-voter.ch

www.parteienkompass.ch

www.civicampus.ch

www.wahlen.ch

www.vimentis.ch

Sortir de la dépression et vaincre

La Suisse Tímea Bacsinszky côtoie les plus hautes marches du tennis mondial – après un gros passage à vide en 2013. Son développement coïncide avec une libération intérieure et le «meurtre» d'un père omnipotent.

STÉPHANE HERZOG

C'est une histoire de rebonds. Début 2013, Tímea Bacsinszky, qui a tapé dans ses premières balles à l'âge de trois ans, avait décidé de poser ses raquettes. L'année 2012 s'était avérée morose. La précédente s'était soldée par des blessures, dont un pied cassé hors tennis. Enfant, elle avait rêvé de devenir serveuse, puisqu'il est dans la nature de cette jeune femme de «faire plaisir aux autres», comme elle dit, même si cela peut sembler paradoxal dans un sport de compétition. Cette année-là, Tímea avait donc décidé de suivre un stage dans l'hôtellerie, pour voir autre chose, elle qui avait quitté le gymnase prématurément pour se consacrer au tennis.

Mais fin mai 2013, alors qu'elle s'éloignait peut-être à jamais des courts, la compétition est revenue s'imposer à la jeune Vaudoise sous la forme d'un coup de fil, ainsi que le raconte son coach de toujours, Alexandre Ahr. «Le tournoi de Roland-Garros l'a appelée pour lui proposer de rejoindre les qualifications. Elle pointait alors 220e au classement WTA et elle est partie seule en voiture pour participer à cette sélection. Tímea (ndlr: qui perdra au premier tour) s'est alors redonné des moyens pour jouer son tennis.» A ce moment, une des décisions clefs de la joueuse consiste à choisir un nouvel entraî-

neur. Ce sera Dimitri Zavialoff, l'homme qui a entraîné Stan Wawrinka depuis ses débuts. «C'est quelqu'un qui possède beaucoup de sagesse, dit Tímea Bacsinszky. Il est à l'écoute, y compris pour des choses qui n'ont pas directement trait au tennis; et je suis persuadée qu'avec lui, je deviens non seulement une meilleure joueuse, mais aussi une meilleure personne.»

Dépasser une enfance volée

Elle l'a abondamment raconté dans les médias, une ombre plane sur la vie de Tímea, celle de son père, Igor Bacsinszky, un entraîneur de tennis de Roumanie qui fut son premier entraîneur. Elle ne le voit plus depuis des années et il aura fallu du temps à l'athlète pour se libérer de lui matériellement – il a passé la main comme entraîneur quand elle avait 13 ans – et ensuite mentalement. «En fait, je n'ai jamais eu de père, il n'était pas disposé à jouer ce rôle et j'ai même fait le deuil de cette idée. Il voulait briller grâce à la gloire», assène la tennismen, qui est née d'une mère hongroise à Lausanne en 1989. Tímea a fait face à ses démons et à son enfance volée en demandant l'aide d'une psychologue. C'était en 2013. «Je n'ai pas consulté pour le tennis, mais en tant que femme, précise-t-elle, mais au final, cette démarche

m'a énormément aidée dans mon développement tennistique.»

Désormais, cette joueuse qui était demi-finaliste de Roland-Garros en juin 2015 commence à faire ses propres choix. «Avant 2013, je suivais le cours des choses telles qu'on me les avait inculquées et non pas le fond de mon cœur», résume-t-elle.

Un état d'émerveillement et des victoires

L'année 2014 va marquer le début d'une courbe ascendante pour Tímea Bacsinszky. A l'automne, la joueuse bat Maria Sharapova – alors 4e numéro mondiale – au tournoi de Wuhan, en Chine. En janvier 2015, elle bat Petra Kvitová (WTA 4) à Shenzhen. Puis les victoires s'enchaînent à Acapulco et Monterrey (Mexique). Elle atteint en outre les quarts de finale à Indian Wells, Marrakech, et Madrid. «Elle a obtenu 13 victoires de suite», rappelle son coach Alexandre Ahr, qui indiquait (fin juin) que la joueuse avait atteint avant Wimbledon le rang réel de 8e joueuse mondiale (mais 15e WTA), en comptant les matches disputés depuis le début. Ahr découvre chez elle «une sorte d'état d'émerveillement».

À l'orée des grands rendez-vous, Tímea Bacsinszky dit ne pas ressentir de pression. «Je me regarde dans la glace après un match et je sais que j'ai donné le maximum. Certes, j'essaie

Tímea Bacsinszky
après sa victoire en
huitième de finale
contre la Roumaine
Monica Niculescu
le 6 juillet 2015
à Wimbledon

soliswiss:



VOTRE SUISSE À L'ÉTRANGER.

LES CONSEILS ET SOUTIENS DE **SOLISWISS** POUR DES SOLUTIONS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES SONT INDÉPENDANTS, GRATUITS ET SANS OBLIGATIONS. POUR PLUS D'INFORMATIONS:

WWW.SOLISWISS.CH

TÉLÉPHONE: +41 31 380 70 30



L'ombre de Martina Hingis

Outre l'ombre de son père, celle de Martina Hingis a aussi plané sur la carrière de Timea Bacsinszky. Comme Hingis, elle est devenue professionnelle à 14 ans, a remporté deux fois de suite le Tournoi des Petits As, à Tarbes (F), ce qui a créé d'énormes attentes autour de sa personne. Quand elle évoque sa carrière, l'ancienne joueuse No 1 mondiale chez les moins de 14 ans cite parfois le tournoi professionnel de Dinan (F), qu'elle a remporté en 2004 et 2006. En 2004 et 2005, elle sera trois fois demi-finaliste en Grand Chelem Juniors: à l'Australian Open et à Roland-Garros. Elle gagne son premier tournoi WTA à Luxembourg en 2009. Timea Bacsinszky est passée de 285e WTA en 2013 à 15e WTA après sa demi-finale parisienne de juin 2015.

toujours de compliquer un maximum la situation de la joueuse à qui je fais face, de la gêner, mais si ça ne marche pas, c'est OK.» Qu'elle joue à Tallin, Kreuzlingen ou Cincinnati, son entraîneur lui demande d'aborder les matches avec la même humilité. Timea se dit «apaisée» et s'énerve moins sur les courts. Dans un reportage de la TSR, diffusé en avril 2008, on la voyait jurer en hongrois après une faute et se faire morigéner par son ancien entraîneur, l'Iranien Erfan Djahangiri. «Je ne jure plus, ou très rarement, même si c'était pratique, puisque personne ne comprenait», rigole-t-elle. Elle a parlé hongrois les quatre premières années de sa vie et pratique aujourd'hui cinq langues,

dont l'italien et l'allemand. «C'est quelque chose d'assez suisse», reconnaît cetteoureuse de la fondue et des raclettes, que rien n'emballe plus que de «boire un Rivella», une fois de retour au pays.

Pouvoir financer un staff permanent

Après Roland-Garros la vie a un peu changé pour la Suisse. Timea a tout de même réussi à inquiéter Serena Williams, la joueuse No 1, en menant 6-4, 3-2. «Après cette demi-finale, les Lausannois n'ont cessé de m'interpeller dans la rue pour me féliciter.» Cette victoire en Grand Chelem a aussi apporté un peu d'argent, mais pas au

point de «lui poser des problèmes de riche», assure-t-elle. La joueuse indique simplement être heureuse de pouvoir «financer son propre tennis». Cela signifie notamment que son staff peut l'accompagner la plupart du temps sur le circuit. Mais la belle rappelle que chez les tenniswomen, la carrière s'arrête à 35 ans, et que si effectivement le tennis peut rapporter, il faut être «smart» pour parvenir à rebondir ailleurs.

STÉPHANE HERZOG EST RÉDACTEUR
À LA «REVUE SUISSE»

Compétition et dépression: le récit de l'ancienne gymnaste Ariella Kaeslin

Les personnes emportées très tôt dans la spirale d'un sport de haut niveau vivent parfois des drames intérieurs terribles, dont l'issue peut être la dépression. Cela a été le cas pour l'ancienne gymnaste suisse Ariella Kaeslin, après que la star nationale a raccroché en 2011.

«Leiden im Licht: Die wahre Geschichte einer Turnerin» décrit la vie d'une jeune gymnaste coupée de sa famille pour suivre le chemin de la gloire. Dans le centre de sport à Macolin, les méthodes d'entraînement sont dures. Les jeunes athlètes sont traités comme des objets qu'il suffit de

réparer en cas de blessure. Ariella Kaeslin, vice-championne du monde et championne d'Europe au saut de cheval en 2009, sourit sous le feu de projecteurs, mais pleure sous la douche après chaque entraînement. Il faut éponger la violence physique mais aussi verbale des séances, où les remarques dégradantes fusent, sous la pression permanente de la peur d'une prise de poids. Comme pour Timea Bacsinszky, la dépression servira à Ariella Kaeslin de sas ou de signal pour entamer un travail psychologique face à ces expériences traumatisantes de jeunesse. Pour elle, ce

moment est arrivé quand elle a expérimenté l'angoissante expérience du vide, après avoir longtemps côtoyé les sommets et les abîmes du sport. Paru en juin, le livre a atteint les 10 000 exemplaires vendus en deux semaines.

«LEIDEN IM LICHT: DIE WAHRE GESCHICHTE EINER TURNERIN»; CHRISTOF GERTSCH ET BENJAMIN STEFFEN; VERLAG NZZ LIBRO, 2015; CHF 29.- EUR 19.90, E-BOOK CHF 19.90



Conseils de l'OSE

Après un séjour de plusieurs années à l'étranger, je prévois de rentrer en Suisse. Quelles précautions dois-je observer concernant l'assurance maladie?

L'assurance maladie est obligatoire pour toute personne vivant en Suisse. Les assureurs maladie sont donc tenus d'accepter dans leur assurance de base toute personne résidant en Suisse, indépendamment de son âge et de son état de santé. Les prestations incluses dans l'assurance maladie de base sont définies légalement. Les caisses-maladie ne peuvent donc pas refuser d'accepter dans l'assurance de base des Suisses et Suissesses de l'étranger de retour dans leur pays et ne peuvent émettre aucune réserve (p. ex. en raison de maladies). L'assurance maladie doit être souscrite dans les trois mois suivant l'installation en Suisse. Elle prend effet rétroactivement à compter de la date d'installation. Certaines personnes sont dispensées de l'obligation de s'assurer, notamment les retraités percevant une rente d'un pays de l'UE et non de la Suisse, ainsi que les personnes séjournant en Suisse pour suivre une formation et disposant de la même couverture d'assurance que celle proposée par l'assurance de base suisse.

L'assurance maladie est souscrite séparément par chaque membre de la famille (adultes et enfants). Tous les assurés paient une prime, dont le montant peut différer d'une caisse à l'autre. En revanche, les prestations de l'assurance de base sont identiques pour tous. Il est donc utile de comparer les primes proposées! Certains modèles d'assurance permettent aussi d'économiser des primes. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) propose un comparateur de primes en ligne: www.priminfo.ch.

Pour bénéficier d'une couverture d'assurance offrant plus de prestations que l'assurance de base (p. ex. des médecines alternatives, des chambres privées ou semi-privées lors d'un séjour à l'hôpital, etc.), il faut souscrire une assurance complémentaire. Il s'agit alors d'assurances privées et les caisses-maladie peuvent refuser d'assurer certaines personnes ou émettre des réserves, en excluant certaines prestations.

Plus d'informations à ce sujet sur le site de l'OFSP: www.ofsp.admin.ch -> Thèmes -> Assurance-maladie

SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

Le service juridique de l'OSE fournit des renseignements généraux sur le droit suisse dans les domaines qui touchent spécifiquement les Suisses de l'étranger. Il ne donne pas de renseignement sur le droit étranger et n'intervient pas dans des contentieux opposant des parties privées.

Étudier en Suisse avec des diplômes étrangers

Les certificats de fin d'études de gymnase ne sont pas équivalents dans tous les pays. En effet, chaque pays dispose de ses propres systèmes et programmes scolaires.

Afin de pouvoir étudier dans une université ou une école polytechnique en Suisse, les candidats doivent être titulaires d'une maturité reconnue par la Commission suisse de maturité ou d'un certificat étranger équivalent. L'admission dans un cursus de médecine est soumise à des conditions particulières car le nombre de places est limité.

Les jeunes Suisses de l'étranger souhaitant suivre des études en Suisse doivent se renseigner le plus tôt possible sur les conditions précises d'admission afin d'éviter toute déception. Les conditions varient fortement d'un pays à l'autre. Parfois, un examen complémentaire est requis, voire un diplôme universitaire dans le pays d'origine.

La Conférence des Recteurs des Universités suisses élabore des directives pour chaque pays en fonction des diplômes locaux donnant accès aux établissements universitaires. Des informations détaillées sont disponibles sur le site www.swissuniversities.ch. Il n'existe pas de commission d'admission centrale en Suisse. Chaque candidature doit donc être adressée directement à l'université, qui décide de l'admission de manière autonome.

Parmi les 17 écoles suisses à l'étranger, il est possible d'obtenir une maturité reconnue par la Commission suisse de maturité dans celles de Bangkok, Barcelone, Bogotá, Madrid, Milan, Rome et Santiago de Chile. Les écoles suisses de Curitiba, Lima, Mexico et Sao Paulo préparent à l'International Baccalaureate (IB). L'admission dans une haute école helvétique avec un diplôme de l'International Baccalaureate n'est pas pour au-

tant sans conditions: les candidats doivent avoir obtenu un certain nombre de points et la mention «higher level» est requise dans certaines matières. Les informations détaillées sont également disponibles sur www.swissuniversities.ch.

Pour étudier dans une haute école en Suisse, il convient de se mettre directement en contact avec elle. La maturité professionnelle suisse permet d'accéder directement aux hautes écoles spécialisées qui, contrairement aux universités, sont plus axées sur la pratique et la professionnalisation. Dans certaines conditions (p. ex. un stage), il est également possible d'être admis avec une maturité gymnasiale ou un diplôme étranger donnant accès aux études universitaires.

Plus d'informations sur les écoles suisses à l'étranger et la formation en Suisse sur www.educationsuisse.ch ou directement auprès des collaboratrices d'educationsuisse.

RUTH VON GUNTEN, RESPONSABLE
SECTION FORMATION EN SUISSE

Information sur l'admission:
<http://www.swissuniversities.ch/de/services/zulassung-zur-universitaet/laender/>

Admission avec un diplôme de l'IB:
<http://www.swissuniversities.ch/de/services/zulassung-zur-universitaet/baccalaureat-international/>



Offres pour les jeunes

L'OSE propose aux jeunes Suisses de l'étranger diverses possibilités de visiter la Suisse. Nous avons réservé des foyers, cherché des familles d'accueil et élaboré des programmes de formation pour ceux qui ont soif d'apprendre. Grâce aux projets de l'OSE, des jeunes d'origine suisse vivant un peu partout dans le monde peuvent faire connaissance et avoir des échanges enrichissants.

Offres pour l'hiver 2015/2016

Camp du Nouvel-An à Sedrun du 26 décembre 2015 au 3 janvier 2016

ALLEGRA Sedrun. Cette année à nouveau, le traditionnel camp d'hiver aura lieu à Sedrun. Dans cette station de ski des Alpes grisonnes, les jeunes découvrent les montagnes suisses et l'un des plus beaux domaines skiables du pays. Pendant dix jours, les moniteurs de ski et de snowboard diplômés de l'OSE transmettent les toutes dernières techniques et assurent aux jeunes des expériences inoubliables sur la neige. Le programme de cette année est de nouveau bien rempli: randonnées en raquettes, sports en salle, sorties à la piscine, ateliers du soir et fête du Nouvel-An offriront distraction et réjouissances.

Cours de langue à Berne du 4 au 15 janvier 2016

Tu parles déjà allemand mais tu souhaites améliorer tes compétences dans cette langue? Ou bien tu ne parles pas un mot de la langue de tes ancêtres et voudrais l'apprendre? Dans les deux cas, nos cours d'allemand à Berne sont faits pour toi! Ils associent vacances et apprentissage. Le matin, tu assistes aux cours d'allemand avec d'autres jeunes Suisses de l'étranger et l'après-midi, nous te proposons un programme varié: visites de villes et de musées,

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 41^e année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 400 000 exemplaires, dont 140 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

DIRECTION ÉDITORIALE: Barbara Engel (BE), rédactrice en chef; Stéphane

Herzog (SH); Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Peter Zimmerli (PZ), responsable des «news.admin.ch», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse.
TRADUCTION: CLS Communication AG
DESIGN: Herzog Design, Zurich
IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
E-mail: revue@aso.ch

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 15.7.2015

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



Participez gratuitement au camp Juskila!

Du 2 au 9 janvier 2016, 600 jeunes âgés de 13 à 14 ans profiteront gratuitement d'une semaine de sport d'hiver à Lenk, dans l'Oberland bernois. Cette année, 75 Suisses et Suissesses de l'étranger figureront parmi les 600 heureux gagnants. .

Le 2 janvier 2016, 600 garçons et filles âgés de 13 à 14 ans prendront un train spécialement affrété pour se rendre à Lenk, dans la vallée du Simmental, afin de participer au camp de ski. C'est déjà la 75^e fois que Swiss-Ski (Fédération suisse de ski) et ses partenaires invitent ces jeunes dans le plus grand camp de sport d'hiver de Suisse. Pour célébrer cet anniversaire, 75 places sont tirées au sort parmi les enfants suisses de l'étranger. Les jeunes nés en 2001 ou 2002 souhaitant participer peuvent remplir le formulaire d'inscription sur notre site internet. Le délai d'inscription est fixé au 15 septembre 2015.

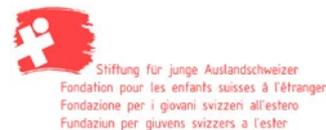
Pour participer à ce camp de ski (Juskila), les jeunes doivent être capables de communiquer au moins dans l'une des trois langues nationales (allemand, français ou italien). Les places sont tirées au sort, une place inclut la participation au camp ainsi que les cours de sport d'hiver, les repas et l'hébergement. L'organisation et le financement des voyages aller et retour incombent aux parents. Les noms des 75 gagnants tirés au sort parmi les Suisses de l'étranger seront communiqués fin septembre.

Inscriptions sous: www.sjas.ch > camps

Envoyez le talon rempli à la Fondation pour les enfants suisses à l'étranger. N'oubliez pas de joindre une copie du passeport suisse d'un parent ou de l'enfant.

Renseignements et informations:

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, SUISSE
Téléphone +41 31 356 61 16, fax +41 31 356 61 01,
e-mail: info@sjas.ch, www.sjas.ch



descentes en luge, sortie aux thermes et biens d'autres choses encore. Tu es logé dans une famille d'accueil, ce qui te permet de te familiariser avec la culture suisse.

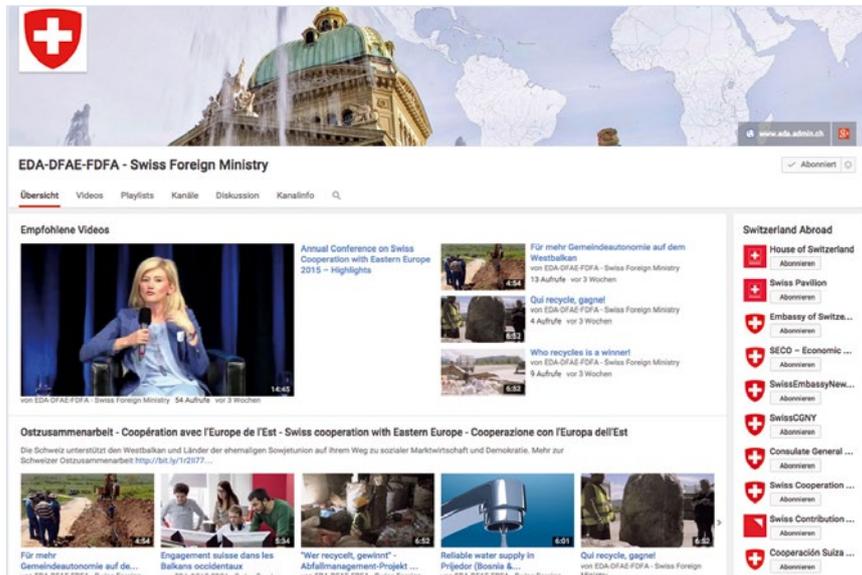
Camp de Pâques du 19 au 27 mars 2016

Le camp de Pâques nous emmène dans les Alpes valaisannes. Les montagnes de la station de ski Hohsaas à Saas Grund sont connues dans le monde entier et offrent dif-

férents types d'expériences: montée d'adrenaline sur la piste de l'Allalin, descentes en luge ou randonnées en raquettes pour découvrir les spectaculaires sommets valaisans culminant à plus de 4000 mètres. Des moniteurs expérimentés te font découvrir l'hiver suisse sous ses plus beaux jours. De niveau débutant ou avancé, ce camp te réserve, habitué ou non des pistes, d'excellents moments avec d'autres Suisses de l'étranger.

Facebook, Twitter, etc. au DFAE

L'administration fédérale est aussi concernée par l'avancée des réseaux sociaux. Le DFAE les utilise là où ils sont pertinents dans sa stratégie d'information mais le principal canal d'information en ligne reste néanmoins son site internet.



Canal Youtube du DFAE (copie d'écran www.youtube.com/swissforeignministry)

Conformément à la Constitution, le Conseil fédéral et l'administration fédérale ont une mission d'information: ils doivent informer la population de leurs activités en temps voulu et de manière exhaustive, entretenir des relations avec elle et s'informer de ses opinions et de ses demandes. Par ailleurs, les réseaux sociaux jouent un rôle croissant du fait du développement de la cyberadministration, en particulier du vote électronique. Le jour où le processus d'information et de décision lors des élections et votations se déroulera entièrement en ligne, voter ressemblera de très près à cliquer sur le bouton «J'aime» de Facebook.

Le vote électronique est plus développé que l'information via les réseaux sociaux, qui n'est soumise à aucune obligation au sein de l'administration fédérale. Chaque département est libre de décider de l'utilisation qu'il souhaite faire des réseaux sociaux. Les directives concernent uniquement l'identité visuelle afin que les contenus officiels soient aisément reconnus. Le Conseil fédéral tweete avec la population via son porte-parole. La conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf a une page Facebook et les conseillers fédéraux Alain Berset et Johann Schneider-Ammann sont actifs sur Twitter,

ainsi que le Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), celui de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et plusieurs offices fédéraux.

Les réseaux sociaux au DFAE

Le DFAE tient compte de l'évolution de ces nouveaux besoins de communication et des possibilités offertes par les réseaux sociaux pour mener à bien sa mission d'information. Il voit dans cette nouvelle forme de communication une opportunité mais ne néglige pas pour autant les risques liés à la protection des

données, aux droits de la personnalité et à la dynamique propre à ces réseaux.

Le DFAE a élaboré une stratégie visant à entretenir un dialogue direct avec les citoyens via les réseaux sociaux et à limiter les risques. En effet, les réseaux sociaux divergent des médias classiques: le flux d'informations circule certes de l'émetteur au destinataire mais le destinataire peut à son tour devenir émetteur. Les messages peuvent ainsi se répandre très rapidement à travers le monde.

Le DFAE recourt aux réseaux sociaux dans les services où leur utilisation se révèle pertinente: en premier lieu dans les représentations extérieures (ambassades, consulats et bureaux de coopération) mais aussi au sein de la direction consulaire qui donne des conseils aux voyageurs, de Présence Suisse, du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA), de la mission de la Suisse auprès des Nations Unies, de la délégation suisse auprès de l'OSCE ou de l'agenda post-2015. Par ce biais, ces services rendent leur travail visible et offrent une image complète et authentique de la Suisse et de sa politique étrangère. Les représentations extérieures et unités organisationnelles sont libres dans le choix du réseau, responsables des contenus et garantes de la qualité de leur présence en ligne.

Aujourd'hui, le DFAE est actif sur les réseaux sociaux à travers plus de 80 canaux dans le monde. Les plus utilisés sont Facebook

Quelle «Revue Suisse» lisez-vous?

Aujourd'hui, vous recevez pour ainsi dire un numéro anniversaire de la «Revue Suisse»: le premier numéro en ligne du magazine d'informations pour les Suisses de l'étranger édité par l'OSE a été publié il y a tout juste cinq ans. 170 000 lecteurs dans le monde entier ont opté pour la version numérique et la version imprimée est produite à 230 000 exemplaires.

Avec un poids de papier de 72 g par numéro, cela représente environ 100 tonnes de papier par an. Sans oublier les 2 760 000 agrafes métalliques et le matériel d'emballage, ainsi que l'envoi postal dans le monde entier, qui peut prendre jusqu'à trois semaines. La version en ligne vous parvient bien plus rapidement, elle est aussi moins onéreuse et plus écologique.

Si vous êtes abonné à la version papier, nous vous recommandons donc de modifier vos préférences d'envoi sur www.swissabroad.ch pour recevoir la version numérique en lieu et place de la version papier. Vous contribuerez ainsi à la protection de l'environnement.

Nous espérons que vous continuerez à lire avec plaisir la «Revue Suisse»!

et Twitter, puis Youtube et Instagram. Toutes les présences du DFAE sur les réseaux sociaux sont répertoriées sur www.eda.admin.ch/socialmedia-fr.

■ Les réseaux sociaux sont des applications ou des plates-formes basées sur internet qui permettent d'échanger en ligne des informations, photos ou vidéos, ainsi que des opinions et des expériences. Tout en suivant leur propre logique – la communication passe obligatoirement via leurs propres canaux –, ils offrent une nouvelle manière d'utiliser internet et recèlent un potentiel de mobilisation considérable. L'utilisation de ces plates-formes est en hausse partout dans le monde. Un nombre croissant de personnes, qui ne sont pas uniquement des

jeunes ou des personnes à l'aise avec l'informatique, passent toujours plus de temps sur les réseaux sociaux.

Aujourd'hui, les opinions émergent de plus en plus sur ces plates-formes d'interaction gratuites, au détriment des médias traditionnels (journaux, radio et télévision), ce qui

confère un rôle central à ces réseaux. En outre, Facebook, Twitter, etc. sont utilisés non seulement dans un cadre privé mais aussi professionnel, par des journalistes et des



Profil Twitter du Corps suisse d'aide humanitaire.
(copie d'écran <https://twitter.com/SwissHumAidUnit>)

personnalités politiques, économiques et culturelles. Leur utilisation peut se révéler cruciale dans des régions où la liberté de la presse est restreinte.

Remarques

Pour ne manquer aucune communication («Revue Suisse», newsletter de votre représentation, etc.), annoncez à votre représentation suisse votre e-mail et numéro de téléphone mobile ainsi que tout changement et inscrivez-vous sur www.swissabroad.ch

Publications

Récits et visages de survivants de l'Holocauste

Ce livre contient les résumés de 16 témoignages inédits de survivants résidant en Suisse. Il présente aussi l'histoire de la publication de ces témoignages, marquée par une cérémonie officielle au Palais fédéral à Berne. Le DFAE a soutenu la publication de cette série. Ce

volume et tous les cahiers de témoignages sont disponibles gratuitement sur www.dfae.admin.ch/publications Mot clé: holocauste.



Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Peter Zimmerli, Relations avec les Suisses de l'étranger
Bundesgasse 32, 3003 Berne, Suisse
Téléphone: +41 800 24-7-365
www.dfae.admin.ch, mail: helpline@eda.admin.ch

Votations fédérales

Les élections fédérales (élections du Conseil national) auront lieu le 18 octobre 2015, ce sera le dernier scrutin de l'année. Vous trouverez des informations, des notices explicatives, des renseignements utiles et des liens vers d'autres sites sur www.ch.ch/elections2015, le site commun de la Chancellerie fédérale, des services du parlement, de l'Office fédéral de la statistique et de ch.ch.

Dates de votation en 2016: 28 février / 5 juin / 25 septembre / 27 novembre.

Initiatives populaires

Depuis la dernière «Revue Suisse» et jusqu'à la clôture de la rédaction du présent numéro, aucune nouvelle initiative populaire n'a vu le jour.

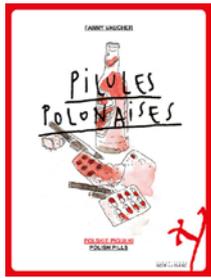
La liste des initiatives populaires actuelles est disponible sur www.bk.admin.ch > Actualités > Élections et votations > Initiatives en suspens.

www.swissworld.org

Your Gateway to Switzerland



Comment devenir Polonais?



Comme les enfants, ou les journalistes, l'illustratrice romande Fanny Vaucher est une grande curieuse. C'est le point de départ d'un blog, devenu livre dessiné, qu'elle a créé en s'installant à Varsovie dès 2012. «Pourquoi les immeubles n'ont-ils pas de volets? Comment se fait-il que les gens consomment de la glace en plein hiver? Des personnes habitent-elles derrière les immenses bâches publicitaires qui recouvrent entièrement certaines façades du centre-ville?» Voilà les questions

que se pose cette artiste qui vit entre Suisse et Pologne.

«Les Pilules polonaises» (celles qui permettraient de devenir Polonais) retracent les petites enquêtes culturelles, sociologiques et architecturales de Fanny Vaucher à travers un mélange d'illustrations accompagnées de textes et de bulles. Les aquarelles qui documentent la vie de Fanny ressemblent à un carnet de voyage. Les textes sont calligraphiés en français, mais l'ouvrage les propose aussi en caractères d'imprimerie dans leur traduction polonaise et anglaise. L'une des réussites de cet ouvrage? Il donne envie d'aller visiter

Je me souviens très bien de la toute première fois que j'ai marché sur ce pont; c'est immense! Je venais de Cracovie et je pensais traverser la rivière, et pour ce pont il y avait... la ville, ça semblait ne jamais devoir finir et j'adorais ça.



Varsovie pour vérifier les petites histoires de cette Suisse pleine d'humour. SH

FANNY VAUCHER: «PILULES POLONAISES» (POLSKIE PIGULKI / POLISH PILLS), LES EDITIONS NOIR SUR BLANC, LAUSANNE, 2014; CHF 21.50, EUR 17.-
BLOG: PILULESPOLONAISES.BLOGSPOT.CH



Une présidente, six présidents

Ces derniers mois, les articles de la Revue Suisse consacrés à la campagne électorale ont mis en avant force théories intéressantes mais peut-être moins les personnalités politiques. C'est en tout cas la conclusion de notre séance de la rédaction de juillet. Voici une suggestion pour pallier ce manque: la présidente et les six présidents des principaux partis se présentent merveilleusement bien devant les caméras de swissinfo. Ils évoquent avec éloquence les Suisses de l'étranger, leur importance en Suisse et dans le monde, mais aussi les

projets de leurs partis visant à accorder plus de poids aux Suisses de l'étranger dans la vie politique suisse. Voici la plus belle réponse à la question: qu'évoque pour vous la Cinquième Suisse? «Elle est une bouffée d'air frais pour notre pays.» Précisons toutefois que swissinfo propose, outre les entretiens avec les têtes de partis, bon nombre d'informations utiles sur les protagonistes de la scène politique et sur l'actualité à la veille des élections. BE

PLUS D'INFOS SUR WWW.SWISSINFO.CH

12 h 30: le mont Cervin de l'information



Plus personne ne s'assoit sans faire un bruit devant la radio à 12 h 30 pour écouter les nouvelles du monde. Les informations sont

diffusées en masse et disponibles partout et à tout moment grâce à internet, aux smartphones, etc. Mais, pendant des générations, le journal le plus connu de la radio suisse alémanique était un moment sacré. Pour les auditeurs, les nouvelles de 12 h 30 ont été «pendant des décennies aussi importantes que le mont Cervin dans le paysage suisse», écrit Kurt Witschi dans son livre intitulé «Die Zeit:



12.30 Uhr.» Personne n'était mieux placé que l'ancien rédacteur en chef pour illustrer l'évolution de nonante années de nouvelles à la radio suisse. Pendant plus de 40 ans, il a joué un rôle clé en occupant différentes fonctions au sein de la rédaction de la radio suisse DRS (aujourd'hui SRF). L'auteur a pu puiser dans ces immenses ressources pour offrir un aperçu passionnant des arcanes de cette «fabrique

d'informations», ponctué d'anecdotes ainsi que de grandes et petites tragédies. Le long chapitre sur la Seconde Guerre mondiale et les déboires avec la censure est particulièrement remarquable. Après avoir lu ce livre au style fluide malgré la multitude des faits relatés, on écoute plus de la même manière les informations à la radio. JM



KURT WITSCHI, «DIE ZEIT: 12.30 UHR. 90 JAHRE NACHRICHTEN AM SCHWEIZER RADIO», ÉDITÉ CHEZ NEUE ZÜRCHER ZEITUNG, ZÜRICH 2015, 248 PAGES, CHF 41.90

Le PDC courtise les Suisses de l'étranger

Le 1^{er} Août, le PDC suisse a fondé le réseau «PDC international». Cette initiative poursuit essentiellement trois buts: établir un réseau mondial pour l'ensemble du parti, mieux prendre en compte les intérêts des Suisses de l'étranger sur le plan politique et offrir la possibilité aux membres et sympathisants de PDC vivant à l'étranger de s'exprimer et de s'engager en faveur du PDC. La direction du PDC international est assumée, sous la forme d'une coprésidence, par Patricia Mattle (New York), Daniel Wyss (Hong Kong), Raymond Lorétan (Genève) et Filippo Lombardi (conseiller aux États tessinois).

Le matériel militaire suisse est recherché

Au cours du premier semestre 2015, l'industrie suisse de l'armement a exporté des biens pour près de 217 millions de francs, soit une hausse de plus de 30 millions de francs (plus d'un sixième) par rapport à la période correspondante de 2014. L'Allemagne est le pays qui achète le plus de matériel de guerre suisse. L'Indonésie est devenue un nouveau client important, alors que les exportations d'armes à destination de la Russie et de la France ont fortement fléchi.

Les parlementaires et leurs activités accessoires

Pour quels intérêts les membres du parlement s'engagent-ils politiquement? La Radio Suisse Romande et swissinfo ont examiné de près cette question. Sur la base de différentes banques de données (registre du commerce, liste officielle des centres d'intérêt, motions au parlement), elles ont établi la liste des mandats détenus par les parlementaires dans des associations, fondations, entreprises privées, etc., et donné ainsi un reflet des intérêts qu'ils représentaient à ce titre. Le conseiller aux États libéral Max Fluri, avec 33 mandats, vient en tête. Il est suivi, aux deuxième et troisième rangs, par les conseillers nationaux Ruedi Noser, du PLR (30 mandats), et Jean-François Steiert, du PS (29 mandats). Au sein du PLR, les représentants du peuple détiennent en moyenne 11 mandats extraparlamentaires. Les membres du PDC se placent juste derrière. Les Verts, avec en moyenne six mandats, se trouvent en queue de liste.

Illustration de Zimmerwald

Dans le dernier numéro de la «Revue Suisse», l'article consacré au congrès socialiste de Zimmerwald comprenait une reproduction de l'Hôtel Beau-Séjour, sans indication de sa provenance. La lithographie appartient à Daniel Guggisberg, un Suisse de l'étranger domicilié à Los Angeles.



Breel Embolo

La «Neue Zürcher Zeitung» le qualifie de jeune prodige. Il est sans conteste une star. Depuis mars 2014, il joue dans la 1^{re} équipe du FC Bâle. L'année dernière, il a été naturalisé suisse en bénéficiant d'une procédure accélérée. Et aujourd'hui, il est le plus jeune membre de l'équipe de Suisse de foot. Il aurait aussi pu intégrer l'équipe du Cameroun. Désormais, plusieurs grands clubs européens s'intéressent à lui. Voici ce qu'il en dit: «Ce sont des rumeurs et je n'y prête pas plus attention que ça. Lorsque le moment sera venu, j'irai parler aux responsables. La seule chose qui compte pour l'instant, c'est jouer au foot.»

«Démocratie directe signifie responsabilité directe.»

SIMONETTA SOMMARUGA, PRÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION

«Il n'est pas de bon ton qu'un petit État veuille jouer dans la cour des grandes puissances.»

UELI MAURER, CONSEILLER FÉDÉRAL

«La politique des extrêmes, la politique des pôles, la politique des tons stridents rencontre de plus en plus d'adeptes.»

EVELINE WIDMER-SCHLUMPF, CONSEILLÈRE FÉDÉRALE

«L'isolationnisme n'est pas une option pour nous. Il n'y a pas d'alternative raisonnable à la collaboration avec l'Europe.»

ALAIN BERSET, CONSEILLER FÉDÉRAL

«Dans notre pays, certains milieux estiment que nous sommes assez forts pour aller seuls de l'avant. Cela est purement et simplement irresponsable.»

JOHANN SCHNEIDER-AMMANN, CONSEILLER FÉDÉRAL

«Le chemin de notre sécurité passe par la sécurité des autres.»

DIDIER BURKHALTER, CONSEILLER FÉDÉRAL

«Soyons honnêtes – Nous allons bien et malgré tout, on entend des gens râler et se lamenter. Ils sont des millions à nous envier.»

DORIS LEUTHARD, CONSEILLÈRE FÉDÉRALE

«Il ne suffit pas de parler, encore faut-il parler juste.»

WILLIAM SHAKESPEARE (1564-1616)

AUTEUR DRAMATIQUE ANGLAIS

Les citations des conseillers fédéraux / conseillères fédérales sont tirées des allocutions fédérales à l'occasion du 1^{er} Août 2015



Suisse.
tout naturellement.

Ecrivez votre
histoire d'une ville.

Venez nous voir
à l'occasion

Gagnez un
week-end dans deux
villes suisses de
vos rêves au choix:
MySwitzerland.com/gagner

Escaliers du Marché, Lausanne, Canton de Vaud

Découvrez nos villes boutiques suisses aussi séduisantes qu'insolites. Des vieilles villes charmantes vous invitent à de beaux instants de découverte sous le signe du plaisir et de la culture: MySwitzerland.com/villes